

*Atelier national pour le développement d'un dispositif  
national de préparation à la lutte et de lutte contre la  
pollution par les hydrocarbures*

Bissau, Guinée-Bissau – 19 – 22 juin 2018

Global Initiative for Western, Central and Southern Africa

Introduction P.7

Objectifs P.7

Activités P.9

Recommandations P.21

Organisé par le  
Secrétariat d'Etat à  
l'Environnement



NOTE

This document has been prepared within the framework of the Global Initiative for West, Central and Southern Africa as a contribution to the implementation of the biennial action envisaged for this Initiative. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the IMO or IPIECA concerning the legal status of any State, Territory, city or area, or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.

This document can be downloaded from [www.giwacaf.org](http://www.giwacaf.org) and for bibliographic purposes should be cited as follows:

**IMO/IPIECA. 2018. Rapport de la mission « Développement d'un dispositif national de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures, pour la Guinée Bissau ». 58 Pages.**



## **1 EXECUTIVE SUMMARY**

The National Workshop to develop a National system for preparedness for and response to oil spill was organised in Bissau, Republic of Guinea Bissau at the Institute of Biodiversity and Protected Areas («Instituto da Biodiversidade e das Areas Protegidas » - IBAP, from 19 to 22 June 2018. It gathered delegates from various ministries and agencies. The event was hosted by the Secretary of State for Environment of the Republic of Guinea Bissau within the framework of the GI WACAF Project. The workshop was supported by the International Maritime Organization (IMO) and IPIECA, the global oil and gas association for environmental and social issues. Around 36 participants attended the workshop in Guinea Bissau, coming from various ministries and governmental agencies. A list of participants is attached to this report (see Annex 2).

The workshop aimed to assist in the development of the national system for preparedness and response to oil spills in Guinea Bissau in collaboration with key government agencies involved in responding to oil pollution incidents. The specific objectives were to set up the legal and organisational framework and to assist national authorities in initiating the drafting of a national oil spill contingency plan.

In order to address the objectives of the workshop two main sessions were organised:

- The first session focused on the institutional and legal aspects related to the national system for preparedness and response to oil spill incidents; and
- The second session focused on the development of the National Oil Spill Contingency Plan for Guinea Bissau.

The outcomes of the work achieved during the two sessions can be found in the section “Recommendations” on page 21 and following. Documents discussed during the workshop are a first draft and will need to be finalized under the leadership of the Secretary of State for the Environment.

The active participation of the delegates coupled with the expertise of the facilitators as well as the organisation of the workshop with the support of the Secretary of State for Environment of the Republic of Guinea Bissau were greatly appreciated and were key to the success of this workshop.



## Sommaire

<b>1</b>	<b>EXECUTIVE SUMMARY.....</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>PRESENTATION DU PROJET GI WACAF.....</b>	<b>6</b>
<b>3</b>	<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>7</b>
<b>4</b>	<b>OBJECTIFS DE L'ATELIER.....</b>	<b>7</b>
<b>5</b>	<b>PROGRAMME DE L'ATELIER.....</b>	<b>8</b>
<b>6</b>	<b>LIEU, DATES ET PARTICIPANTS.....</b>	<b>9</b>
<b>7</b>	<b>ACTIVITES ET PRESENTATIONS.....</b>	<b>9</b>
7.1	CEREMONIE D'OUVERTURE.....	9
7.2	DEROULEMENT DE L'ATELIER .....	10
	Session 1 : Présentation du projet GI WACAF.....	10
	Session 2 : Présentation des objectifs, du programme et de la méthode de travail.....	11
	Session 3 : Présentation du projet MAVA / IDDRI .....	11
	Session 4 : Etat d'avancement des travaux relatifs aux mécanismes nationaux de préparation à la lutte et lutte contre les déversements d'hydrocarbures (PNIU-Guinée-Bissau) .....	12
	Session 5 : Prospection et Exploration d'hydrocarbures et de gaz - Risques environnementaux en Guinée – Bissau.....	13
	Session 6 : Présentation des activités de transport dans l'espace maritime de Guinée-Bissau et risques associés.....	15
	Session 7 : Risques et impacts des déversements d'hydrocarbures .....	15
	Session 8 : La convention OPRC .....	16
	Session 9 : Les conventions relatives à l'indemnisation des coûts et dommages dus aux déversements d'hydrocarbures par des navires pétroliers. (Conventions CLC et FONDS) .....	16
	Session 10 : Aspects juridiques et institutionnels.....	17
	Session 11: Restitution sur les aspects juridiques et institutionnels .....	17
	Session 12: Planification d'Urgence .....	18
	Session 13 : Proposition de plan d'action pour le développement du Plan National d'Intervention d'Urgence.....	20
7.3	CEREMONIE DE CLOTURE .....	21
<b>8</b>	<b>RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>21</b>
8.1	TEXTE ADMINISTRATIF PROPOSE A L'ATELIER.....	22
8.1.1	Anexo 1: Mandato da Comissão Interministerial responsável pela elaboração e operacionalização do plano de emergência nacional em caso de Derrames de Hidrocarbonetos no Mar ("CIREOPEN").....	24
8.1.2	Anexo 2: Mandato da Comissão Interministerial de crise responsável em caso de Derrames de Hidrocarbonetos ("Comissão Interministerial de crise") .....	25



8.2	PLAN D'ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT DU PLAN NATIONAL D'URGENCE ET ANNEXES AU PLAN D'URGENCE .....	26
8.2.1	Plano Estratégico.....	27
8.2.2	Plano Operacional.....	34
8.2.3	Anexos do Plano Nacional de Contingência.....	38
<b>9</b>	<b>ANNEXES .....</b>	<b>39</b>
9.1	ANNEXE 1 – PROGRAMME DE L'ATELIER .....	39
9.2	ANNEXE 2 – LISTE DES PARTICIPANTS .....	48
9.3	ANNEXE 3 – DISCOURS D'OUVERTURE DE LA SECRETAIRE A L'ENVIRONNEMENT.....	49
9.4	ANNEXE 4 – DISCOURS D'OUVERTURE DU CHEF DE PROJET GI WACAF .....	52
9.5	ANNEXE 5 – QUESTIONNAIRE D'EVALUATION .....	54
9.6	ANNEXE 6 – PHOTOS.....	57

## **LISTE DES FIGURES**

Figure 1:	Blocs d'exploration onshore en Guinée Bissau .....	13
Figure 2:	Blocs attribués et libres en offshore de Guinée Bissau .....	14
Figure 3:	Organisation générale de la lutte proposée .....	19
Figure 4:	Composition proposée pour les différentes fonctions de l'organisation de lutte.....	20

## 2 PRESENTATION DU PROJET GI WACAF

Lancée en 2006, l'Initiative Mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe (GI WACAF) est une coopération entre l'Organisation maritime internationale (OMI) et l'IPIECA, association mondiale d'études des questions environnementales et sociales du secteur pétrolier, pour renforcer la capacité des pays partenaires à se préparer et à lutter face au risque de pollution en cas de déversement hydrocarbures.

L'objectif du Projet GI WACAF est de développer et consolider les systèmes nationaux de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures de 22 pays d'Afrique occidentale, centrale et australe. Le Projet s'inscrit ainsi dans l'esprit des dispositions énoncées par la Convention Internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (Convention OPRC 90).

Pour remplir sa mission, le Projet GI WACAF met au point et organise des ateliers, séminaires et exercices dont l'objectif est de communiquer sur les bonnes pratiques existantes dans tous les aspects de la préparation et de la lutte, en s'appuyant sur l'expertise et l'expérience provenant des gouvernements, de l'industrie et d'autres organisations exerçant dans ce secteur spécialisé. Pour préparer et mettre en œuvre ces activités, le Projet s'appuie sur un réseau dédié de points focaux issus des autorités nationales compétentes et des bureaux locaux de l'industrie pétrolière. La promotion de la coopération entre les différentes agences gouvernementales concernées, l'industrie pétrolière et l'ensemble des parties prenantes à l'échelle nationale, régionale et internationale est une composante clé du Projet lors de ces activités.

Le Projet GI WACAF est soutenu et financé par l'OMI et 7 compagnies pétrolières membres de l'IPIECA, à savoir BP, Chevron, ExxonMobil, Eni, Shell, Total et Woodside. Plus d'information est disponible sur le [site web du Projet](#).



### **3 INTRODUCTION**

L'atelier national pour le développement d'un dispositif national de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution marine par les hydrocarbures fait suite aux deux ateliers organisés en 2012 et en 2014 qui avaient pour objectif de former les autorités de la République de Guinée Bissau à la planification d'urgence.

Il s'inscrit dans le cadre de la prise de conscience du risque de pollution accidentelle par hydrocarbures dû au transport maritime au large des côtes de Guinée Bissau (important trafic de navires pétroliers transitant vers l'Europe) et au programme de développement d'exploration pétrolière offshore.

Ceci nécessite la mise en place de dispositions adéquates visant à se préparer à lutter contre des pollutions accidentelles par hydrocarbures qui pourraient en résulter. De tels accidents pourraient en effet porter un lourd préjudice au développement économique et à l'environnement de la République de Guinée Bissau.

### **4 OBJECTIFS DE L'ATELIER**

L'objectif général de l'atelier était le développement d'un dispositif national de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures.

Les objectifs spécifiques étaient :

- La préparation de projets de textes (instrument d'adhésion, loi, décret, règlement, arrêté, circulaire, etc.) visant à adhérer aux conventions internationales pertinentes de l'Organisation Maritime Internationale, transposer les principales dispositions de ces conventions dans l'ordre juridique interne de la République de Guinée Bissau, et attribuer et définir clairement les responsabilités en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures ;
- Poser les bases d'un projet de plan national d'urgence pour lutter contre la pollution par les hydrocarbures en cas d'accident.

L'atelier a été organisé en deux sessions consécutives : l'une centrée sur les aspects juridiques et institutionnels, la deuxième visant à l'élaboration d'une ébauche de plan national d'urgence.



## 5 PROGRAMME DE L'ATELIER

L'atelier a eu lieu durant 4 jours. Le programme est disponible en annexe 1 de ce rapport.

- **Mardi 19 juin 2018**
  - Cérémonie d'ouverture et introduction de l'atelier ;
  - Présentation du Projet GI WACAF ;
  - Présentation du Projet MAVVA / IDDRI et de son implication pour la Guinée-Bissau ;
  - Présentations du contexte en République de Guinée Bissau – Etats d'avancement du PNIU, activités d'exploration pétrolière, activités maritimes et portuaires ; et
  - Risques et impact des déversements accidentels d'hydrocarbures
  
- **Mercredi 20 juin 2018**
  - Travaux de la session 1 :
    - Présentation des principales dispositions et implications pour le pays des conventions internationales (OPRC, CLC et FIPOL) et intérêt de leur ratification ; et
    - Aspects juridiques et institutionnels : discussions sur les aspects juridiques, l'entité devant être coordonnateur de l'action de l'Etat et les organisations gouvernementales devant participer à l'effort de ratification des conventions et jouant un rôle dans le système national de préparation à la lutte et de lutte.
  
- **Jeudi 21 juin 2018**
  - Travaux de la session 2 :
    - Contexte : Rappels sur les stratégies d'intervention contre les déversements d'hydrocarbures ;
    - Planification d'Urgence
      - Organisation pour la lutte
      - Contenu du plan stratégique
      - Contenu du Plan opérationnel
      - Schéma d'alerte et de notification de déversements.
  
- **Vendredi 22 juin 2018**
  - Présentation et discussion d'un plan d'action pour le développement du Plan National d'Intervention d'Urgence ;
  - Discussion sur l'ébauche de texte juridique à mettre en œuvre par les autorités de Guinée Bissau ; et
  - Cérémonie de clôture et remise des certificats.

Des rencontres entre les représentants du Projet GI WACAF et les représentants des autorités impliquées ont également eu lieu le lundi 18 juin 2018 afin de leur présenter les objectifs de l'activité. La délégation GI WACAF a rencontré notamment :

- La Secrétaire d'Etat à l'Environnement et au Développement Durable ;
- Le chef de Programme de l'Union Internationale de Conservation de la Nature (UICN) ; et
- Le Directeur Général de l' « *Instituto da Biodiversidade e das Areas Protegidas* » (IBAP).

Une réunion de restitution des travaux de l'atelier a été tenue avec madame la Secrétaire d'Etat à l'Environnement et au Développement Durable le vendredi 22 juin 2018.





## 6 LIEU, DATES ET PARTICIPANTS

L'atelier s'est tenu à l'« *Instituto da Biodiversidade e das Areas protegidas* » (IBAP), du 19 au 22 juin 2018, et a rassemblé environ 36 participants.

Les participants provenaient de différents ministères, agences gouvernementales et ONG impliqués dans la préparation et la lutte contre les pollutions marines suivants, notamment :

- Secrétariat d'Etat à l'Environnement, en particulier la Direction Générale de l'Environnement (DGA) ;
- Serviço Nacional da Proteção Civil ;
- Instituto Marítimo Portuário (IMP);
- Administração dos Portos da Guiné-Bissau (APGB);
- Marinha ;
- Força Aérea ;
- Pescas – Laboratorio ;
- Centro de Investigação Pesqueira Aplicada (CIPA);
- Guarda Nacional ;
- Ministère de Geologia e Minas ;
- Petroguin ; et
- Petromar.

Les experts invités à animer cette activité étaient :

- Monsieur Octávio CABRAL, Ponto Focal GI WACAF;
- Monsieur Clément CHAZOT, Chef de Projet GI WACAF ;
- Monsieur Julien FAVIER, Coordonnateur du GI WACAF ; et
- Monsieur Jean-Yves HUET, Consultant pour le GI WACAF.

## 7 ACTIVITES ET PRESENTATIONS

### 7.1 Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée le mardi 19 juin 2018 à partir de 9h suivant l'ordre ci-dessous:

- Discours d'ouverture de Clément CHAZOT, chef de mission et chef du projet GI-WACAF (disponible en annexe 4) ;
- Mot de bienvenue de Monsieur Alfredo SIMÃO da SILVA, Chef de Programme du bureau de l'UICN (Union internationale pour la Conservation de la Nature) ;
- Discours d'ouverture de Madame la Secrétaire d'Etat chargée de l'Environnement et du Développement Durable, Eng<sup>a</sup> Quité DJATA (disponible en annexe 3).

La Secrétaire d'Etat chargée de l'Environnement et du Développement Durable a rappelé que la Guinée Bissau est un pays côtier qui est influencé par trois courants maritimes (Canaries, Golfe de Guinée et Benguela) et que la région est considérée comme l'une des plus productives au monde. Sa richesse réside principalement dans les ressources halieutiques, les réserves de pétrole, le gaz, les minéraux précieux, le tourisme et la riche diversité biologique marine et côtière. La région délimitée par ces trois flux abrite par ailleurs plus de 300 millions de personnes, dont la vie et le bien-être dépendent directement des ressources existantes dans les zones côtières et marines.



Elle a souligné qu'il est par conséquent impératif que la République de Guinée Bissau dispose d'une stratégie de préparation à la lutte et de lutte contre les pollutions marines par hydrocarbures. Elle a également soutenu le besoin de ratifier au plus vite les conventions internationales de l'OMI.

Le représentant du projet GI WACAF a rappelé que le présent atelier est le troisième atelier entrepris conjointement par les autorités de Guinée Bissau et le projet GI WACAF et que son objectif est le développement d'un système national de préparation à la lutte contre la pollution.

Monsieur Chazot a ajouté que ceci implique la définition d'un cadre légal et institutionnel prenant en considération les conventions pertinentes de l'OMI d'une part, et l'élaboration d'un plan national d'urgence d'autre part. Ceci nécessite de poser les bases solides d'attribution des responsabilités au niveau national, en tenant compte du contexte de la Guinée Bissau.

Les efforts de l'atelier permettront d'établir des fondations solides, sur lesquelles de futures initiatives pourront s'appuyer. Notamment, le projet MAVA/Iddri, auquel les autorités de Guinée Bissau et le projet GI WACAF sont parties prenantes, entreprendra de nouvelles actions conjointes en vue du renforcement du système national de la Guinée Bissau.

## **7.2 Déroulement de l'atelier**

Les présentations et les interventions des consultants ont été faites en français pour la session 1, en portugais pour la session 2.

Un service d'interprétation français-portugais a été assuré pendant l'ensemble de l'atelier par Monsieur Severiano Frieire Monteiro.

### **JOUR 1 Mardi 19 juin 2018**

#### **INTRODUCTION DE L'ATELIER**

##### **Vidéo de l'ITOPF**

« Introduction aux déversements d'hydrocarbures ».

*La version en anglais a été projetée, sous-titrée en français pour une meilleure compréhension des participants. Elle a présenté certaines des premières choses à prendre en compte lors de la planification de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures aux participants; en particulier, comment les différents hydrocarbures se comportent dans l'environnement marin, en utilisant des études de cas en guise d'exemples.*

#### **Session 1 : Présentation du projet GI WACAF**

*Monsieur Clément CHAZOT, Chef de projet du GI WACAF*

Monsieur CHAZOT a présenté les objectifs et les activités du Projet GI WACAF, ainsi que les améliorations observées dans la région en termes de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures.

Le bilan du programme biennal pour 2016-2017 a été présenté ainsi que les conclusions des travaux de la Conférence Régionale tenue à Abidjan en novembre 2017. Une des recommandations de ladite réunion portait sur l'assistance à l'ensemble des pays de la région, et notamment ceux qui se penchent actuellement sur la définition de leur cadre juridique et institutionnel.

## Session 2 : Présentation des objectifs, du programme et de la méthode de travail

Monsieur Clément CHAZOT, Chef de projet du GI WACAF

Le chef de projet GI WACAF a présenté à l'ensemble des participants les objectifs de cet atelier en insistant sur la nécessité d'obtenir des résultats tangibles.

Il a souligné l'importance de développer un cadre juridique, réglementaire et institutionnel solide.

Il a indiqué l'importance de développer une ébauche de plan national d'intervention d'urgence accompagné de ses annexes, en particulier pour servir de base à l'assistance prévue dans le cadre du projet MAVA / IDDRI pour les prochaines années.

Le programme des quatre jours a ensuite été détaillé.

Compte tenu du nombre de participants et de l'importance des sujets pour l'ensemble des parties présentes, deux sessions ont été prévues. Menées toutes deux en session plénière par un facilitateur, elles ont consisté en des présentations des sujets à débattre et des discussions entre les participants et les facilitateurs.

Table 1: Sessions de travail pour l'atelier

SESSION 1 : Cadre juridique et organisationnel	SESSION 2 : Projet de Plan National d'Urgence
Présentation des conventions internationales (OPRC, CLC et FIPOL)	Organisation du dispositif de lutte
Intérêt de la ratification de la République de Guinée Bissau et processus d'adhésion	Evaluation des risques et inventaires des moyens
Transposition des principales dispositions des conventions internationales	Procédures, y compris l'alerte et la notification en cas de déversement
Définition claire et attribution des responsabilités	Planification de l'intervention
	Formations et exercices
	Annexes du PNIU

A la fin de cette présentation, un tour de table a été effectué afin de mieux connaître les entités représentées parmi les participants et leurs responsabilités.

La liste complète des participants figure en annexe 2.

## Session 3 : Présentation du projet MAVA / IDDRI

Monsieur Julien FAVIER, Coordonnateur du Projet GI WACAF

Monsieur FAVIER a présenté le projet financé par la MAVA dans le cadre de sa stratégie Afrique de l'ouest 2016-2022 qui vise à améliorer la gestion du risque de pollution pour les activités pétrolières et gazières offshore dans 4 pays : la Mauritanie, le Sénégal, la Guinée-Bissau et la Sierra Leone.

Ce projet, d'une durée de cinq ans intéresse en particulier la Guinée Bissau dans ses stratégies 3 et 4.

La **Stratégie 3** comprend les composantes suivantes :

- Elaboration du Plan National d' Intervention d' Urgence. L'assistance prévue par le projet sera basée sur les résultats du présent atelier ;
- Elaboration d'une politique nationale d'utilisation des dispersants;

- Appui à l'élaboration de la carte de sensibilité des côtes de Guinée Bissau; et
- Ateliers de validation et de dissémination de ces documents.

La **Stratégie 4** comprend les composantes suivantes :

- La rédaction d'une étude sur la ratification et la mise en œuvre de la Convention OPRC et du Protocole Offshore de la Convention d'Abidjan; et
- Un soutien au développement d'un contexte juridique et institutionnel fort permettant de gérer les risques de pollution par hydrocarbures.

#### **Session 4 : Etat d'avancement des travaux relatifs aux mécanismes nationaux de préparation à la lutte et lutte contre les déversements d'hydrocarbures (PNIU-Guinée-Bissau)**

*Monsieur Octávio CABRAL, Point Focal GI WACAF*

Monsieur CABRAL a rappelé les objectifs du présent atelier. Il a ensuite rappelé l'intérêt de la coopération avec le projet GI WACAF et les activités du projet auxquelles la Guinée Bissau a participé.

En particulier, lors de la Conférence Régionale GI WACAF de 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire) la Guinée Bissau a pu définir un plan d'action comprenant :

- L'élaboration du Plan national d'intervention d'urgence pour la Guinée-Bissau (PNIU-GB);
- La ratification des conventions OMI (Organisation maritime internationale);
- L'adoption d'une politique d'utilisation de produits dispersants dans les eaux de Guinée Bissau; et
- La création d'un centre national de lutte.

Il a aussi rappelé la volonté de poursuivre la coopération avec le projet GI WACAF et ses partenaires (OMI / IPIECA, Fondation MAVVA, IDDRI ...), en particulier sur les sujets suivants :

- Assistance de GI WACAF dans la mise en œuvre, le contrôle et suivi du projet sur l'élaboration PNIU de la Guinée-Bissau;
- Assistance de GI WACAF lors du processus de ratification des Conventions de l'OMI (Stratégie 4 du projet MAVVA);
- Assister et suivre le processus de préparation d'un atlas de sensibilité de la côte de la Guinée Bissau ; et
- Assistance et suivi du processus d'adoption d'une politique nationale sur l'utilisation des dispersants.

En conclusion il a insisté sur les points cruciaux pour la Guinée Bissau :

- Besoin urgent d'élaborer un instrument pour la préparation et la lutte contre la pollution en zones marines et côtières, en s'appuyant sur la capacité renforcée existant dans le pays (en particulier à la suite des ateliers de 2012 et 2014);
- Existence d'une volonté technique de la part des personnels nationaux; et
- Besoin de continuer le plaidoyer vis-à-vis des autorités nationales de Guinée Bissau.

## Session 5 : Prospection et Exploration d'hydrocarbures et de gaz - Risques environnementaux en Guinée – Bissau

Monsieur Juvenal COELHO, PETROGUIN

PETROGUIN agit en tant qu'agent du gouvernement pour la recherche, le développement et l'exploration du pétrole, du gaz naturel et d'autres ressources d'hydrocarbures pour la Guinée Bissau.

Monsieur Coelho a exposé le programme d'exploration prévu par le gouvernement de Guinée Bissau, onshore (Figure 1) et offshore (Figure 2).

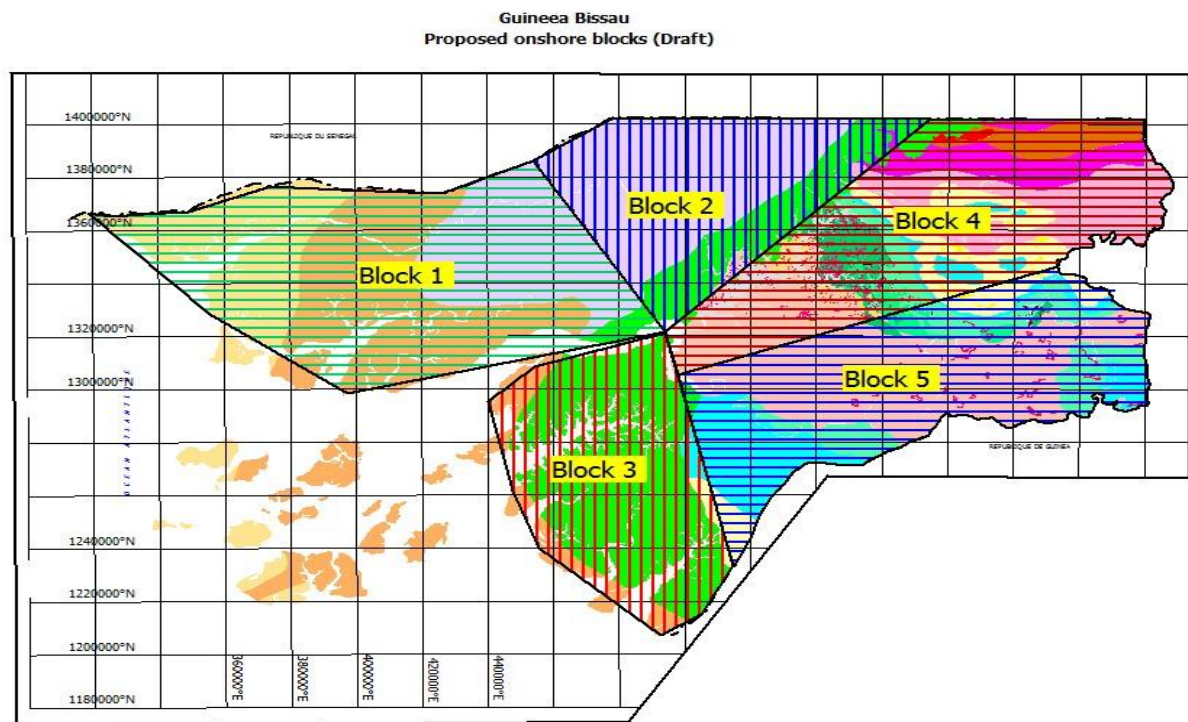


Figure 1: Blocs d'exploration onshore en Guinée Bissau



Empresa Nacional de Pesquisa e Exploração Petrolíferas, E. P.

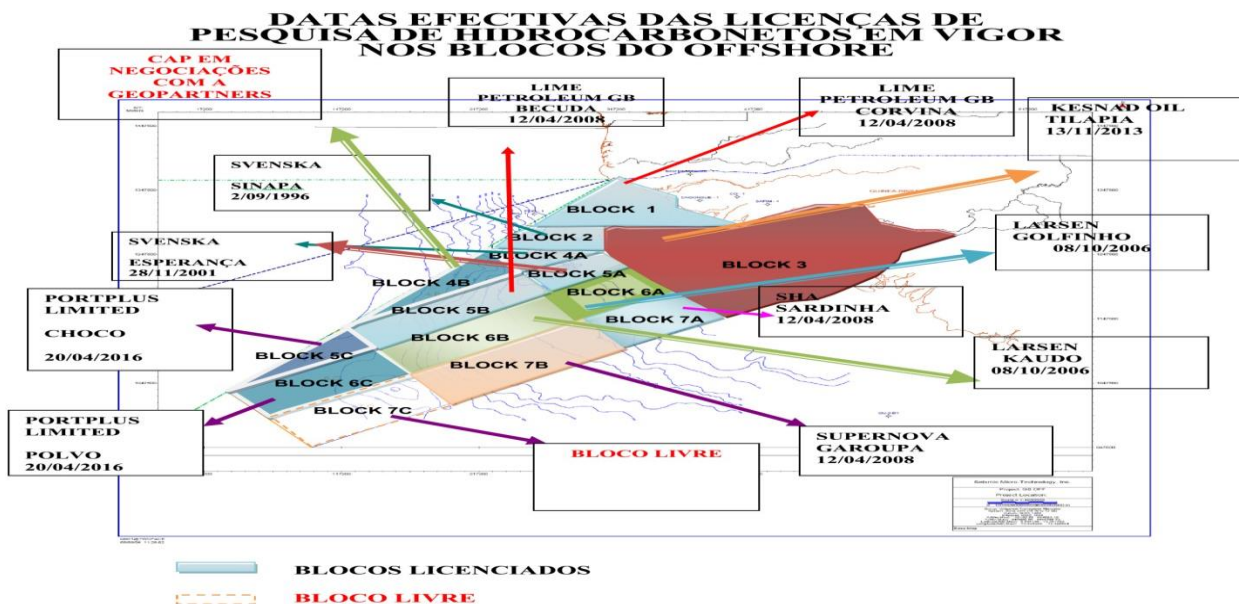


Figure 2: Blocs attribués et libres en offshore de Guinée Bissau

En ce qui concerne la protection de l'environnement, l'article 36 de la loi pétrolière en vigueur en Guinée-Bissau met en évidence ce qui suit:

- La compagnie en charge de l'exploration pétrolière doit soumettre au concessionnaire une étude environnementale comprenant une analyse de base afin de déterminer la situation existante et une étude d'impact sur l'environnement;
- Les deux parties devraient tenir compte des vies et des communautés locales, de la faune et de la vie marine dans la zone sous contrat et dans toute autre zone susceptible d'être touchée par les opérations pétrolières;
- Une attention particulière devrait être accordée aux risques de fuite accidentelle d'hydrocarbures dans la zone de production et le long des lignes maritimes de la zone marine et aux mesures de limitation ou d'augmentation des émissions gazeuses dans les puits de production et, le cas échéant, à la raffinerie;
- L'étude environnementale doit être soumise à un avis contraignant des autorités environnementales nationales, avant l'attribution du titre pétrolier.

**Note:**

*Ceci ne fait pas directement référence à l'obligation pour l'opérateur pétrolier d'avoir un plan d'urgence en place pour chacune des infrastructures d'exploration et de production déployées.*

*Compte tenu des risques présentés par des opérations d'exploration pétrolière (ex. Risque d'éruption incontrôlée de puits – blowout), il est important pour la Guinée Bissau de ratifier la convention OPRC, afin de disposer de l'arsenal juridique permettant d'imposer aux opérateurs pétroliers d'avoir un plan d'urgence en place, identifiant l'organisation de lutte, les moyens sur place pour des déversements d'hydrocarbures de petite taille et la manière de mobiliser des moyens de lutte importants en cas de déversements catastrophiques.*

## **Session 6 : Présentation des activités de transport dans l'espace maritime de Guinée-Bissau et risques associés**

*Comm. Da Silva, Autoridade Portuária da Guiné-Bissau Instituto Marítimo Portuário Marine Marchande*

Le commandant Da Silva a exposé les risques de déversements d'hydrocarbures dus :

- A l'intense trafic de transport maritime d'hydrocarbures au large des côtes de Guinée Bissau. Ce trafic maritime se fait par des navires pétroliers passant à une distance d'environ 80 milles nautiques des côtes. Des accidents maritimes impliquant ces navires, compte tenu de la fragilité des écosystèmes côtiers (iles, zones de mangroves, présence d'espèces telles que tortues marines, etc.) et les activités socio-économiques associées (ex. pêche artisanale), pourraient être fortement impactants ;
- Au trafic de navires depuis cette route maritime jusqu'au port de Bissau, empruntant des chenaux de navigation non balisés ou dont les balises sont défectueuses, et navigant très près de ces mêmes zones sensibles ; et
- Aux activités portuaires (chargement, déchargement d'hydrocarbures, activités de porte-conteneurs).

Il a dès lors rappelé l'importance de développer un plan d'urgence national, mais également de ratifier les conventions permettant l'indemnisation en cas de pollution par navires pétroliers.

## **Session 7 : Risques et impacts des déversements d'hydrocarbures**

*Monsieur Jean-Yves HUET, consultant pour le projet GI WACAF*

Monsieur HUET a présenté des exemples d'accidents réels, renforçant ainsi les évaluations présentées par les intervenants nationaux des risques de déversements auxquels la Guinée Bissau est exposée.

Il a ensuite présenté les impacts possibles de tels accidents sur l'environnement et les activités socio-économiques nationales, mettant en évidence la nécessité :

- De posséder une cartographie des zones sensibles et l'identification de priorités de protection de ces sites, en cas de déversement d'hydrocarbures en mer ;
- D'avoir un Plan National d'Intervention d'Urgence permettant une réaction rapide et efficace contre ce type d'incident ; et
- D'imposer le développement et la mise en œuvre de plans d'urgence sectoriels couvrant les activités à risque (trafic portuaire, activités d'exploration pétrolière, etc.). Ces plans d'urgence doivent être intégrés et cohérents avec les dispositions du Plan National d'Intervention d'Urgence.

### **JOUR 2 Mercredi 20 juin 2018**

La seconde journée a été consacrée au début des travaux sur les aspects juridiques et institutionnels liés à la préparation et à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures en mer.

## **Session 8 : La convention OPRC**

*Monsieur Julien FAVIER, Coordonnateur du Projet GI WACAF*

Monsieur FAVIER a présenté la Convention Internationale de 1990 sur la Préparation, la Lutte et la Coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (OPRC 90).

Il a rappelé que cette convention a été établie sous l'égide de l'Organisation Maritime Internationale et que l'adhésion à cette convention est un processus qui n'implique pas de coûts ni de paiement de cotisations par les Etats.

La convention OPRC a été conçue en prenant en compte les enseignements d'incidents passés, en particulier l'EXXON VALDEZ qui ont démontré :

- L'importance d'une bonne préparation ;
- Le besoin d'une intervention rapide et efficace ; et
- L'importance de l'assistance mutuelle et de la coopération, et notamment l'importance d'avoir des provisions et arrangements préexistants au niveau national pour faciliter leur mise en place.

L'objectif principal de la convention est de faciliter la coopération internationale entre les pays et avec l'industrie.

M. Favier a ensuite détaillé les obligations des parties à la convention ORPC 90, aussi bien au niveau national qu'international. En particulier, la convention exige dans chaque Etat partie, que les acteurs concernés (opérateurs d'unités offshore, ports marins, installations de manutention d'hydrocarbures, navires battant pavillon de l'Etat partie) :

- Aient des plans intégrés au plan national et cohérents;
- Aient des procédures de notification et d'intervention en place; et
- Mènent régulièrement des exercices permettant la mise à jour régulière de leurs plans.

Enfin, le rôle de l'OMI dans la préparation et la lutte aux déversements accidentels a été discuté.

## **Session 9 : Les conventions relatives à l'indemnisation des coûts et dommages dus aux déversements d'hydrocarbures par des navires pétroliers. (Conventions CLC et FONDS)**

*Monsieur Jean-Yves HUET, consultant pour le projet GI WACAF*

Monsieur HUET a présenté les conventions internationales sur l'indemnisation des coûts et dommages consécutifs à des déversements d'hydrocarbures par les navires pétroliers.

**La Convention sur la Responsabilité Civile de 1992 (CLC 92)** prévoit un premier niveau d'indemnisation qui est payé par le propriétaire d'un navire pétrolier causant des dommages à la suite d'un déversement d'hydrocarbures.

En vertu de la Convention de 1992 sur la responsabilité civile, l'armateur a une responsabilité objective pour tout dommage causé par le pétrole déversé, c'est-à-dire que le propriétaire est responsable même s'il n'y a pas faute du navire ou de son équipage. Toutefois, l'armateur peut normalement limiter ses engagements financiers à un montant qui est déterminé par le tonnage du navire. Ce montant est garanti par l'assureur de la responsabilité de l'armateur.

La Convention de 1992 portant création du Fonds (FONDS) prévoit un deuxième niveau de compensation qui est financé par les importateurs d'hydrocarbures dans les pays signataires, dès lors que l'entité reçoit plus de 150 000 tonnes de pétrole par an par la mer.



Dans le cas de la Guinée Bissau, en l'état actuel des choses, ni le gouvernement ni l'industrie pétrolière n'auraient à supporter de coûts.

Monsieur HUET a ensuite élaboré sur ce qui est indemnisable par les conventions (coûts des opérations de lutte, y compris les mesures préventives et dommages aux biens, perte économique dans les pêches, la mariculture et le traitement du poisson, perte économique dans le secteur du tourisme, coûts des mesures pour prévenir une perte économique pure, études sur les dommages environnementaux et après déversement).

Les avantages du système d'indemnisation de ces 2 conventions ont ensuite été rappelés :

- Formalise le principe du pollueur-payeur ;
- Aucun coût pour les gouvernements ;
- Le système est en vigueur depuis plus de 35 ans et, à ce jour, plus de 150 cas ont été indemnisés ;
- Facilite le paiement de l'indemnisation.

### **Session 10 : Aspects juridiques et institutionnels**

*Monsieur Julien FAVIER, Coordonnateur du Projet GI WACAF*

Monsieur FAVIER a ensuite agi comme facilitateur de la suite de cette session, pour coordonner les discussions sur la nécessité pour la Guinée Bissau de :

- Ratifier les conventions exposées ; et
- Identifier l'entité responsable au sein du gouvernement pour mener le processus de ratification (rédaction des textes, présentations au parlement (autorités politiques), suivi de la publication dans le journal officiel, dépôt des instruments de ratification auprès de l'Organisation Maritime Internationale, transposition dans la législation nationale, etc.)

A la suite de riches discussions, il a été proposé que le Secrétariat d'Etat à l'Environnement et au Développement Durable soit chargé du suivi de ce processus de ratification.

### **JOUR 3 Jeudi 21 juin 2018**

Les travaux des trois groupes ont repris durant la troisième journée.

### **Session 11: Restitution sur les aspects juridiques et institutionnels**

*Monsieur Julien FAVIER, Coordonnateur du Projet GI WACAF*

Le projet de texte élaboré par les facilitateurs suite aux travaux de la veille a été présenté par M. Favier. L'objectif de ce texte administratif, préparé sous la forme d'un décret, est de répartir les principales responsabilités dans la préparation et la lutte, notamment en ce qui concerne le suivi du processus de ratification des conventions de l'OMI identifiées comme prioritaires, à savoir CLC 92, FONDS 92, OPRC 90, HYDROCARBURES DE SOUTE 2001. Les participants ont souhaité que soit proposée comme institution leader sur ces questions le Secrétariat d'Etat à l'Environnement et au Développement Durable.

Ce document propose également de créer deux comités interministériels. Le premier serait dédié à l'élaboration et à l'opérationnalisation du plan tandis que le second est une commission interministérielle qui se rassemble en cas de crise.

Pour plus d'information, le texte administratif proposé est disponible dans la section « [Texte administratif proposé à l'Atelier](#) » en page 22 de ce rapport.

## Session 12: Planification d'Urgence

Monsieur Jean-Yves HUET, consultant pour le projet GI WACAF

### ORGANISATION POUR LA LUTTE CONTRE LES DEVERSEMENTS

Après discussions, une ébauche d'organisation pour la préparation et la lutte contre les déversements d'hydrocarbures en mer a été proposée par l'assemblée.

Cette organisation est présentée dans la Figure 3 et est basée sur trois niveaux d'intervention :

- **Gestion de crise** : ce niveau stratégique est coordonné par le Ministre en charge de l'Environnement et comprend les ministres pouvant être impliqués dans la lutte. Ce comité interministériel est responsable des décisions stratégiques impliquant le niveau national (appel à assistance de l'étranger, décision de réquisition de moyens publics et privés, relations avec les médias et le public, aspects juridiques soulevés, etc.) ;
- **Gestion de l'incident** : coordonné par le Commandant National de l'Incident, ce niveau est chargé de la gestion de l'intervention au niveau opérationnel (analyse et évaluation de l'incident, décision de stratégie de lutte à mettre en place, mobilisation et gestion des moyens, suivi des aspects financiers liés à la lutte et les conséquences de l'incident, etc.). Les discussions des participants ont permis d'identifier les entités au sein de l'Etat devant mener les missions attribuées à ce niveau opérationnel. La composition de l'équipe de gestion de l'incident est présentée dans la Figure 4.

**Note** : Les entités devant assurer la coordination de chaque fonction principale et le Coordonnateur National de l'incident n'ont pas été identifiés pendant l'Atelier. Il conviendra que les travaux futurs sur le plan les identifient clairement.

- **Opérations sur site** : Ce niveau concerne l'intervention sur le site de l'incident. Cela concerne en particulier les responsabilités d'intervention en cas d'incidents dans un port, sur une installation pétrolière, etc. Celles-ci devront être identifiés dans les plans sectoriels.

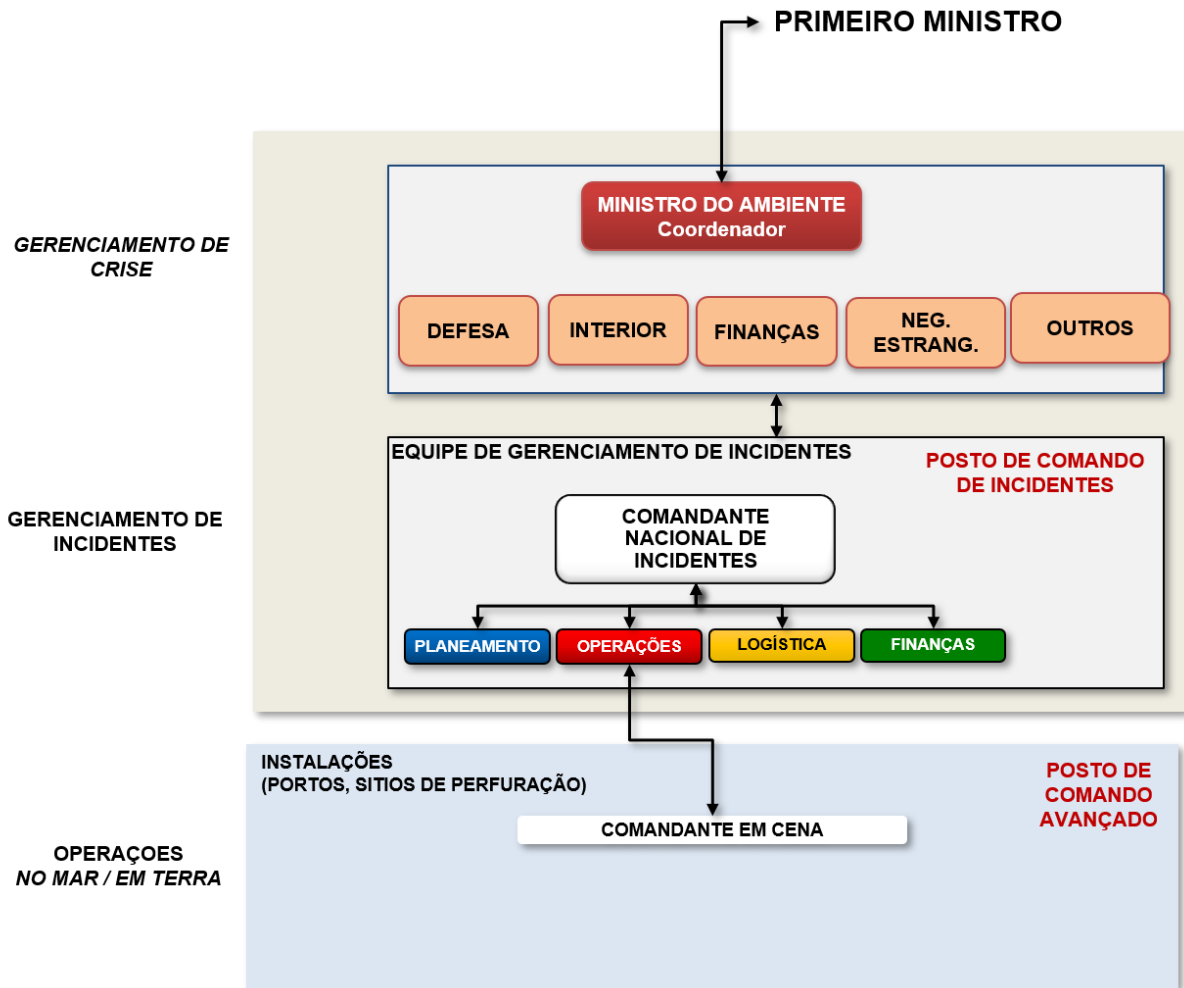


Figure 3: Organisation générale de la lutte proposée

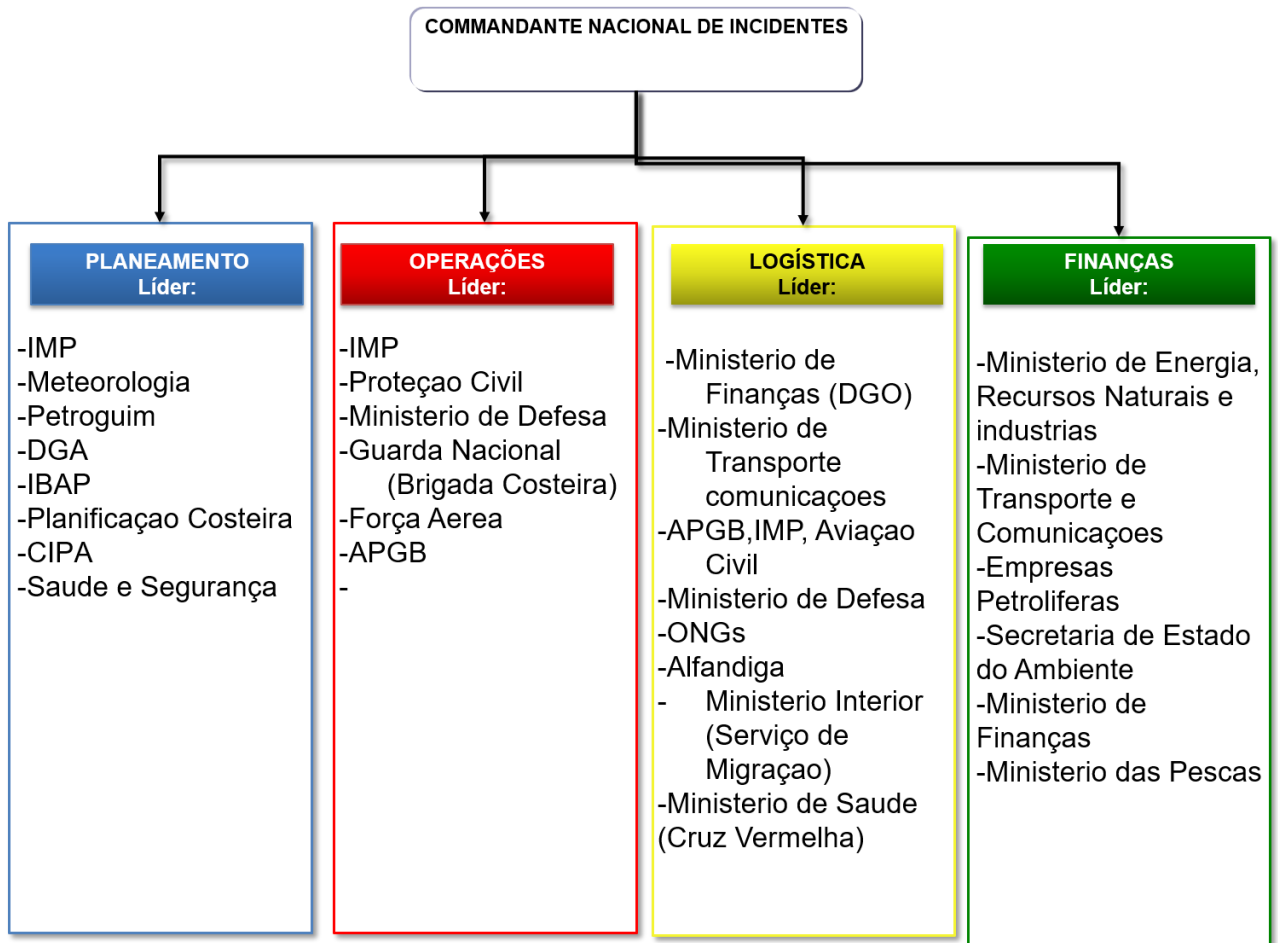


Figure 4: Composition proposée pour les différentes fonctions de l'organisation de lutte

#### EBAUCHE DE PLAN NATIONAL D'INTERVENTION D'URGENCE

Des exemples concrets d'organisations nationales ont été donnés et des discussions ont été tenues sur le contenu du plan stratégique et du plan opérationnel qui constituent un PNIU.

Suite à ces présentations et aux discussions, il a été décidé que le consultant prépare pour le lendemain une proposition de plan d'action pour le développement du Plan national d'Intervention d'Urgence.

#### JOUR 4 Vendredi 22 juin 2018

#### Session 13 : Proposition de plan d'action pour le développement du Plan National d'Intervention d'Urgence

*Ensemble des participants*

Une proposition de plan d'action pour le développement du PNIU de la République de Guinée Bissau a été présentée et discutée avec l'ensemble des participants présents.

Le plan d'action résultant des discussions est présenté dans la section « Plan d'action pour le développement du plan national d'urgence et annexes au plan d'urgence » en page 26 du présent rapport.

### 7.3 Cérémonie de clôture

- La cérémonie de clôture, facilitée par M. Octavio Cabral, s'est déroulée comme suit : Discours de clôture de Monsieur Clément CHAZOT, chef de mission et chef de projet GIWACAF qui a remercié les participants pour leur implication dans les travaux. Les objectifs fixés ont été atteints et il a été possible de produire des résultats tangibles qui permettront à République de Guinée Bissau de renforcer son dispositif national de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures. Il a également insisté sur l'importance de poursuivre les efforts engagés tout au long de la semaine, qui seront ensuite repris par le Projet MAVA/Iddri dans les mois à venir ;
- Monsieur Alfredo SIMÃO da SILVA, Chef de Programme du bureau de l'UICN (Union internationale pour la Conservation de la Nature) s'est réjoui du succès de l'atelier et a remercié l'ensemble des participants et des facilitateurs ;
- Monsieur Justino BIAI, Directeur Général de l' « *Instituto da Biodiversidade e das areas protegidas* » (IBAP) a également remercié l'ensemble des personnes présentes avant de clore l'atelier.

## 8 RECOMMANDATIONS

Les discussions et travaux ont permis aux participants à l'Atelier de faire des propositions concernant :

- Le cadre institutionnel et juridique pour la mise en œuvre du dispositif national de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures dans le milieu marin. Une ébauche de texte juridique a été développé et discuté, qui peut servir de base de travail aux juristes nationaux. Ce texte est présenté au paragraphe 8.1.
- Le développement du Plan National d'Intervention d'Urgence (PNIU). Suite aux présentations et discussions, une ébauche de plan a été présentée, qui peut servir de base à son développement et sa mise en œuvre. Cette ébauche est présentée au paragraphe 8.2

## **8.1 Texte administratif proposé à l'Atelier**

### **Proposta de Projeto preliminar de Decreto-Lei sobre coordenação, planeamento, participação e contribuição para a preparação e intervenção em caso de poluição por petróleo, bem como as responsabilidades pela condução de operações de controle.**

Tendo em conta a importância da protecção do ambiente marinho, bem como a necessidade urgente de especificar as responsabilidades e a necessidade de coordenar acções com os Ministérios na luta contra a poluição marítima.

Reconhecendo, em particular, a importância das Convenções da Organização Marítima Internacional (OMI) sobre preparação e intervenção e sobre indemnização como um catalisador para o desenvolvimento e implementação de um sistema nacional de intervenção rápida e eficaz em caso de poluição por petróleo.

Consequentemente, há uma necessidade urgente de estabelecer um sistema nacional para a preparação e luta contra a poluição marítima e elaborar um Plano Nacional de Contingência.

Em conformidade com o artigo 6.º, n.º 1, sobre o sistema nacional de preparação e intervenção contra a poluição da Convenção internacional da OMI sobre a preparação, intervenção e cooperação em caso de poluição por petróleo, de 1990 ("Convenção OPRC 90").

### **EM CONSEQUÊNCIA:**

#### **Artigo 1- Coordenação nacional da preparação e intervenção em caso de poluição por hidrocarboneto**

- 1 A coordenação nacional de preparação e intervenção em caso de poluição por hidrocarboneto é assumida pela Secretaria de Estado do Ambiente.
- 2 Esta responsabilidade implica:
  - a) identificar as convenções relacionadas com a preparação e intervenção a derrames de hidrocarbonetos e promover a sua ratificação pela Guiné-Bissau;a coordenação e a presidência dos comitês descritos no Artigo 2 e 3.

#### **Artigo 2 -A Comissão Interministerial responsável pela elaboração e operacionalização do plano de emergência nacional em caso de Derrames de Hidrocarbonetos no Mar ("CIREOPEN")**

- 1 Composição
  - a) A Comissão Interministerial responsável pela elaboração e operacionalização do plano de urgência nacional em caso de derrames de hidrocarbonetos ("CIREOPEN") é presidida pela Secretaria de Estado do Ambiente.
  - b) A CIREOPEN é composta pelas seguintes instituições
    - i) Ministério dos Transportes (Administração dos Portos da Guiné-Bissau (APGB)/ Instituto Marítimo Portuário (IMP));

- ii) Ministerio das Pescas e Economia Maritima(Centro de Investigação Pesqueira Aplicada (CIPA));
- iii) Ministerio do Interior (Proteccao civil/guarda nacional); e
- iv) Ministerio da Defesa;
- v) Instituto de Biodiversidade e Áreas Protegidas da Guiné-Bissau (IBAP); e
- vi) Petroguin E.P.

c) A CIREOPEN envolve, a sociedade civil:

[a ser definida]

d) Outras pessoas singulares ou colectivas podem ser convidadas devido à sua competência num assunto específico.

## 2 Mandato

a) O mandato da CIREOPEN encontra-se no 8.1.1.

## 3 Requisitos

[a ser definida]

### **Artigo 3 - A Comissão Interministerial de crise responsável em caso de Derrames de hidrocarbonetos**

#### 1 Composição

A Comissão Interministerial de crise responsável em caso de Derrames de hidrocarbonetos ("Comissão Interministerial de crise") é presidida pela Secretaria de Estado do Ambiente.

a) A Comissão Interministerial de crise e composta pelos ministerios seguintes:

- i) Ministerio dos Transportes e comunicacao (APGB/IMP);
- ii) Ministerio das Pescas (CIPA);
- iii) Ministerio do Interior (Proteccao civil/guarda costeira/guarda nacional);
- iv) Ministerio de Energia, Industria e Recursos Naturais
- v) Ministerio da Defesa; e
- vi) Outros ministérios competentes de acordo com as circunstâncias [para ser completado].

b) Outras pessoas singulares ou colectivas podem ser convidadas devido à sua competência num assunto específico.

#### 2 Mandato

a) O mandato do Comissão Interministerial de crise encontra-se no 8.1.2.

#### 3 Requisitos

[a ser definida]

## **Artigo 4 - Responsabilidades pela condução das operações de intervenção e**

### **Luta no mar**

A Marinha Nacional é a autoridade responsável pela luta operacional no mar, com o vice IMP.

### **Luta nos portos e costas**

O IMP é a autoridade responsável pela luta operacional nos portos e costas, com o vice Ministério do Interior (proteção civil).

#### **8.1.1 Anexo 1: Mandato da Comissão Interministerial responsável pela elaboração e operacionalização do plano de emergência nacional em caso de Derrames de Hidrocarbonetos no Mar ("CIREOPEN")**

A CIREOPEN tem as seguintes atribuições genéricas:

- a. Validar os termos de referência para serviços de consultoria relacionados à elaboração do plano de emergência nacional em caso de Derrames de hidrocarbonetos no Mar;
- b. Monitorar o desenvolvimento do plano pelo consultor;
- c. Apresentar o plano final às autoridades competentes para validação antes da divulgação;
- d. Garantir a actualidade e operacionalidade do Plano de emergência nacional em caso de Derrames de hidrocarboneto no Mar :
  - i. Propor, programar e realizar exercícios regulares de comunicações, gestão de crise e de colocação de equipamento no mar, a todos os níveis de resposta;
  - ii. Propor a realização de projectos que visem o aperfeiçoamento do Plano e o aumento da capacidade de prevenção e resposta da República da Guiné-Bissau;
  - iii. Elaborar, implementar e manter actualizada a todas as estratégias e políticas, e em particular a Política Nacional sobre o uso de dispersantes químicos na República da Guiné-Bissau;
  - iv. Elaborar planos de formação contínua do pessoal envolvido, incluindo a realização de seminários de alto nível em território nacional e a participação em outros no exterior do país;
  - v. Propor a compra de instrumentos de gestão de crise, de equipamento de resposta a derrames e de comunicações;
  - vi. Coordenar a elaboração e operacionalidade dos Planos de Contingência Locais e Regionais
  - vii. Propor revisões e actualizações ao Plano de emergência nacional em caso de Derrames de hidrocarboneto no Mar .



- b. Designar a autoridade ou autoridades responsáveis por garantir que os critérios para os planos de contingência mencionados no Artigo 3 da Convenção OPRC sejam atendidos, incluindo seu alinhamento com a CIREOPEN.
- c. Propor a adesão da República de Guiné-Bissau a Acordos de cooperação relevantes, bem como coordenar a respectiva implementação;
- d. Promover a interação e cooperação com os Órgãos semelhantes, Organizações Não-Governamentais e Comunidades; e

Propor ao Governo da República de Guiné-Bissau, a cooperação regional e internacional com outros Governos e Organizações.

### **8.1.2 Anexo 2: Mandato da Comissão Interministerial de crise responsável em caso de Derrames de Hidrocarbonetos (“Comissão Interministerial de crise”)**

Durante as situações de emergência, a Comissão Interministerial de crise responsável em caso de Derrames de hidrocarbonetos (“Comissão Interministerial de crise”) deve:

- a. Requisitar, sob proposta do Comando Nacional de Incidentes, os recursos nacionais necessários, quer de organizações públicas, quer privadas;
- b. Actuar em nome do Governo da República de Guiné-Bissau para requisitar ou facultar auxílio internacional, estabelecendo para o efeito procedimentos adequados;
- c. Coordenar o acesso a finanças nacionais para fazer face às despesas iniciais com as operações de combate a derrames de hidrocarbonetos;
- d. Coordenar o acesso à compensação por custos de operações de limpeza de derrames e de prejuízos causados a bens nacionais; e

Trabalhar em conjunto com os representantes das organizações responsáveis por aquela compensação (armadores de navios, operadores da indústria petrolífera, Fundo Internacional de Compensação por Poluição de Petróleos – International Oil Pollution Compensation Funds (IOPC) Funds, entre outros).

## 8.2 Plan d'action pour le développement du plan national d'urgence et annexes au plan d'urgence

### Introdução

	Nivel nacional		Assistência
1. Definir o Âmbito do plano	Definir o tipo de productos: hidrocarbonetos	Plano Nacional de Contingencia / <b>Comite</b>	
	Definir a área geográfica abrangida: ZEE, área costeira, linha de costa	Plano Nacional de Contingencia / <b>Comite</b>	
2. Listar a legislação e regulamentações nacionais e internacionais aplicáveis ao Plano Nacional de Contingência	Listar e explicitar as principais disposições e consequências pelo Plano Nacional	Plano Nacional de Contingencia / <b>Comite</b>	
3. Identificar as autoridades designadas	Autoridade nacional responsável pela preparação a luta	Plano Nacional de Contingencia / <b>Comite</b>	
	Autoridade nacional responsável pela resposta	Plano Nacional de Contingencia / <b>Comite</b>	
	Autoridade nacional responsável pela elaboração e actualização do plano nacional	Plano Nacional de Contingencia / <b>Comite</b>	

## 8.2.1 Plano Estratégico

### OBJECTIVOS

Justificar as escolhas técnicas com base na análise científica do risco e na avaliação dos potenciais impactos.

### ANÁLISE DO RISCO DE DERRAMES DE PETRÓLEO

	Nível nacional	Assistencia externa
Identificar os possíveis incidentes, que possam levar à descarga de petróleo no ambiente marinho		
<b>Alto mar</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Navios-tanque e navios comerciais em trânsito ao largo da costa de Guiné Bissau, et os que façam escala em portos</li> <li>Cruzamento de tráfego: Risco de colisão entre navios-tanque e outros tipos de navios (comerciais, frota de pesca, etc.) na rota marítima de acesso ao porto</li> </ul>	<p>Encontrar informações sobre o tráfego marítimo para o porto de Bissau (volume de tráfego e tipo de hidrocarbonetos):</p> <p>Navios com carga de produtos refinados, Porte contentores, navios de carga geral</p>	<p><b>IMP</b></p> <p>Encontrar informações sobre o tráfego marítimo ao longo da costa da Guiné-Bissau (volume de tráfego e tipo de hidrocarbonetos):</p> <p>petroleiros, outros barcos, ex. Porte contentores</p> <p>Assistencia possivel ?</p>
<b>Portos</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Navios no porto</li> <li>Cruzamento de tráfego</li> <li>Derrames operacionais em terminais petrolíferos, navios e/ou estações de reabastecimento</li> </ul>	<p>Providenciar informações sobre as instalações no porto de Bissau (zonas portuarias por pesca, carga geral, hidrocarbonetos)</p>	<p><b>IMP</b> <b>APGB</b></p>
<b>Indústria petrolífera (Exploração, produção)</b>	<p>Providenciar informações sobre os blocos de exploração, as perforações previstas (datas approx. de operações, localização)</p>	<p><b>Petroguin</b></p>
<p>1. Descrever cenários de derrames possíveis em termos de causa de derrames, localização, tipo de petróleo, volume provável de petróleo envolvido</p>	<p>Lista de incidentes possíveis, baseada em estatísticas de incidentes.</p>	<p><b>IMP</b> <b>DGA</b></p> <p>Assistência</p>
<p>2. Classificar cenários em incidentes de Nível 1, 2 e 3</p>		<p><b>IMP</b></p> <p>Assistência</p>

		DGA	
--	--	-----	--

## COMPORTAMENTO DOS HIDROCARBONETOS DERRAMADOS

	Nível nacional		Assistência
3. Avaliar o risco de o petróleo atingir a área costeira da Guiné-Bissau e afectar áreas sensíveis			
Obter informações sobre hidrocarbonetos que podem ser derramados após incidentes identificados	Obter lista e características dos produtos importados no porto	<b>IMP</b>	Obter informações sobre os petróleos brutos transportados por via marítima dos países produtores (por exemplo, Nigéria, Guiné Equatorial, etc.) e em trânsito no mar da Guiné-Bissau
Avaliar o comportamento provável dos hidrocarbonetos derramados	Avaliar pelo menos evaporação e emulsificação esperadas	<b>Laboratório Petroquin</b>	
Estimar os movimentos prováveis das manchas de petróleo	Utilizar dados já existentes, relativos a ventos e correntes	<b>IMP</b> <b>meteorologia</b> <b>Marinha Nacional</b> <b>SGA</b>	
	Calcular a deslocação provável de manchas de petróleo	<b>IMP</b> <b>Meteorologia</b> <b>DGA</b> <b>IBAP</b>	Possível assistência para acesso a modelo informático de deriva de manchas

## MAPEAMENTO DAS AREAS SENSIVEIS

**Note: considere solicitar assistência do projeto MAVA o GIWACAF**

	Nivel nacional		Assistance
Identificar áreas sensíveis / Ambientais e actividades socioeconómicas	Usar dados existentes (areas protegidas) e estender a costa inteira	IBAP DGA	
Classificar as áreas sensíveis de acordo com o respectivo grau de sensibilidade	Evaluar a sensibilidade Integrar num SIG	IBAP DGA	
Avaliar a viabilidade operacional da protecção		IBAP DGA	
Definir zonas prioritárias a ser protegidas		IBAP DGA	

## DEFINIÇÃO DA ESTRATÉGIA DE RESPOSTA A DERRAMES DE PETRÓLEO

	Nivel nacional		Assistance MAVA
<b>Politica nacional de uso de dispersantes</b>			
Decidir se os dispersantes são autorizados como opção de resposta nas aguas de Guine Bissau		DGA, IMP, Marinha Nacional	
<b>Definir as condições de utilização de dispersantes</b>			Limites geográficos para a aplicação de dispersantes;
			Definir lista de dispersantes aprovados para ser usados na aguas de Guine Bissau
<b>Armazenamento e eliminação de resíduos</b>			
	Procurar locais onde grandes volumes de resíduos oleosos possam ser	DGA	

	armazenados, aguardando uma solução para a eliminação final		
	Investigar técnicas possíveis de tratamento de resíduos oleosos	DGA	

**NOTE:**

As escolhas técnicas devem assentar em análises de benefícios líquidos para o ambiente (NEBA), com base no seguinte princípio:

*“A resposta a derrames de petróleo visa minimizar os danos em recursos ambientais e socioeconómicos e reduzir o tempo necessário para a recuperação dos recursos afectados, através da obtenção de um nível de limpeza aceitável.”*

**PLANOS LOCAIS DE CONTINGÊNCIA**

As disposições do Plano Nacional devem assegurar a compatibilidade dos Planos Locais e a concordância com a Política Nacional definida a nível nacional.

	Nível nacional		Assistance MAVA
<b>Portos</b>	Impor a obrigação de Plano de Contingência contra Derrames de Petróleo nos portos de Guine Bissau	Plano Nacional de Contingencia / <b>Comite</b>	
<b>Industria petrolifera</b>	Impor a obrigação de Plano de Contingência contra Derrames de Petróleo para operações de exploração e produção da industria petrolifera	Plano Nacional de Contingencia / <b>Comite</b>	
<b>Planos Provinciais</b>	Decidir se e proceisa impor a obrigação de Plano de Contingência contra Derrames de Petróleo na	Plano Nacional de Contingencia / <b>Comite</b>	

	provincias de Guine Bissau.		
--	-----------------------------	--	--

## DEFINIÇÃO DE RECURSOS

	Nível nacional		Assistance MAVA
<b>Instalações e portos: nível 1</b>	Definir a quantidade mínima de equipamento de resposta para derrames de nível 1 se possível	Plano Nacional de Contingencia / <b>Comite</b>	Assistencia para definir o equipamento necessario e aquisição
	Impor obrigação de formação de pessoal	Plano Nacional de Contingencia / <b>Comite</b>	Assistencia para formação
<b>Recursos adicionais no país: nível 2</b>	Inventariar os recursos disponíveis no país (Indústria petrolífera, portos, Marinha, Exército, Força Aérea, etc.) e colocar nos anexos do Plano	Plano Nacional de Contingencia / <b>Comite</b>	
<b>Recursos adicionais de fora do país: nível 3</b>	Inventariar os recursos que podem ser mobilizados a traves de  Assistencia / Cooperação Regional e internacional  e colocar nos anexos do Plano		Assistencia para obter inforções sobre os recursos existentes, maneira de ter acesso e contactos.

## FORMAÇÃO E EXERCÍCIOS DO PLANO NACIONAL

• Definir um programa de formação: quem deve receber formação e em quê – com que frequência		Comite CIREOPEN	
• Levar a cabo simulações regulares, para validar:			
– O plano operacional, através de: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Simulacros sobre comunicações</li> </ul>			



• Exercícios de simulação (gestão)			
– As opções técnicas, através de simulacros regulares de mobilização e utilização de equipamento			
– Todo o plano, através de simulacros à escala total			

NOTA: Usar sinergia com industria

## ACTUALIZAÇÃO DO PLANO DE CONTINGÊNCIA

• Integração
– Procedimentos para a revisão e aprovação de plano
– Consistência relativamente às convenções internacionais

Após a conclusão das atividades, o plano de contingência será revisto e atualizado conforme as falhas registadas e erros cometidos ao longo de um exercício completo de resposta a derrames de petróleo. Desta forma, o plano deverá ser atualizado de 4 em 4 anos, uma vez que um exercício completo de resposta a derrame de petróleo deve ser feito com uma frequência mínima de 3 em 3 anos.

O plano terá de ser atualizado após a ocorrência de um acidente associado a derrame de petróleo, caso se verifique a ocorrência de lacunas técnicas e logísticas ao longo da intervenção.

Os anexos têm de ser frequentemente atualizados a nível de empresas ou embarcações que se encontram em Guine Bissau.

## 8.2.2 Plano Operacional

	Nível nacional		Assistance
Alerta e notificação	Incluir no Plano a obrigação de reportar qualquer vazamento de óleo ao centro nacional	Plano Nacional de Contingencia / <b>Comite</b>	
	Identificar o Centro nacional de notificação de incidentes	Ministerio da Defesa em relação com o <b>Comite</b>	
	Investigar possibilidade de usar o centro existente da Marinha	Ministerio da Defesa em relação com o <b>Comite</b>	
	Desenvolver procedimento para recepção, análise e despacho do alerta	Ministerio da Defesa em relação com o <b>Comite</b>	
	Desenvolver um sistema de permanencia, para os principais membros da equipe de gerenciamento de incidentes	Plano Nacional de Contingencia / <b>Comite</b>	
Organização nacional	Validar a organização discutida durante o workshop para gerenciamento de crises e gerenciamento de incidentes	Plano Nacional de Contingencia / <b>Comite</b>	
	Designar os líderes das 4 seções da equipe do Comando de Incidentes	Plano Nacional de Contingencia / <b>Comite</b>	
	Nomear o Comandante	Plano Nacional de	

	Nacional do Incidente	Contingencia / <b>Comite</b>	
Strategies and Tactics	Descrição de estratégias de resposta a derramamentos de óleo e táticas / respostas no mar, resposta em linhas costeiras	Plano Nacional de Contingencia / <b>Comite</b>	Formação da equipe de base de gerenciamento de incidentes

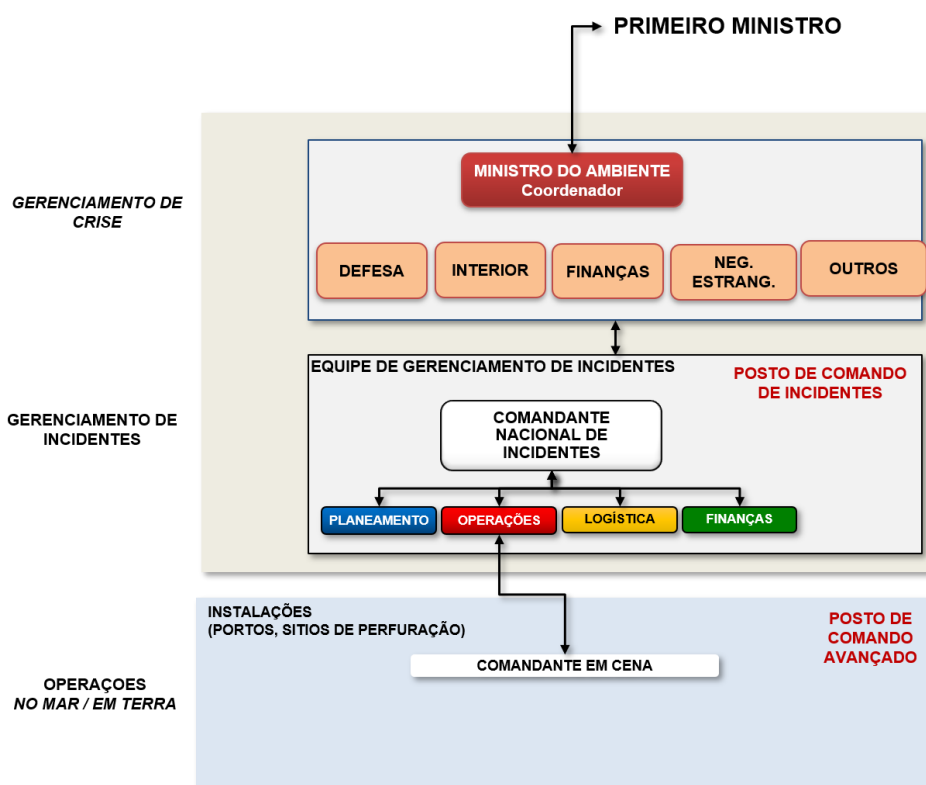


Figura 1: Organização geral

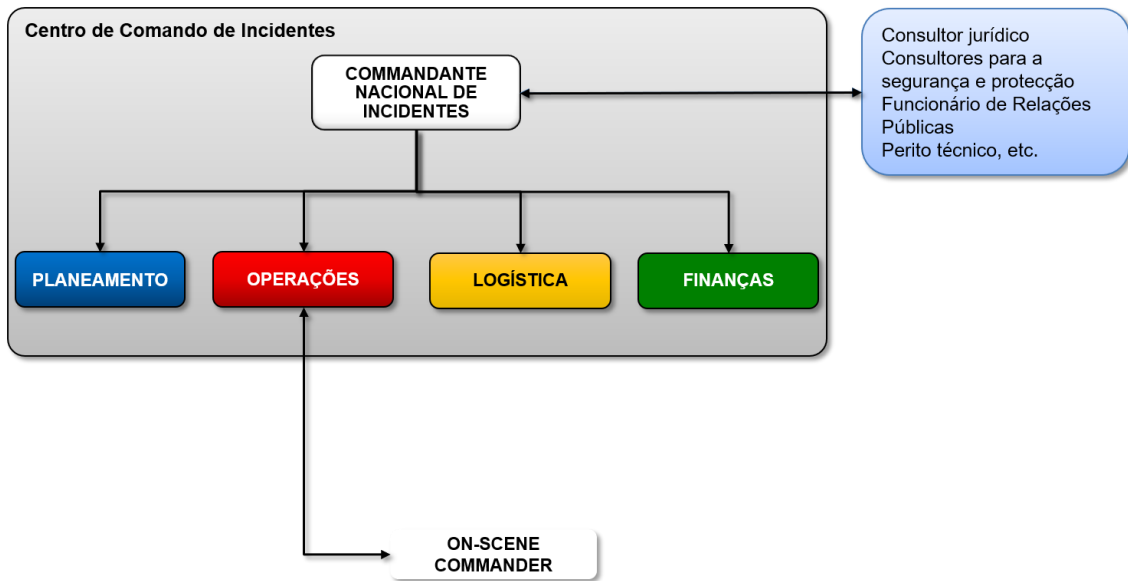
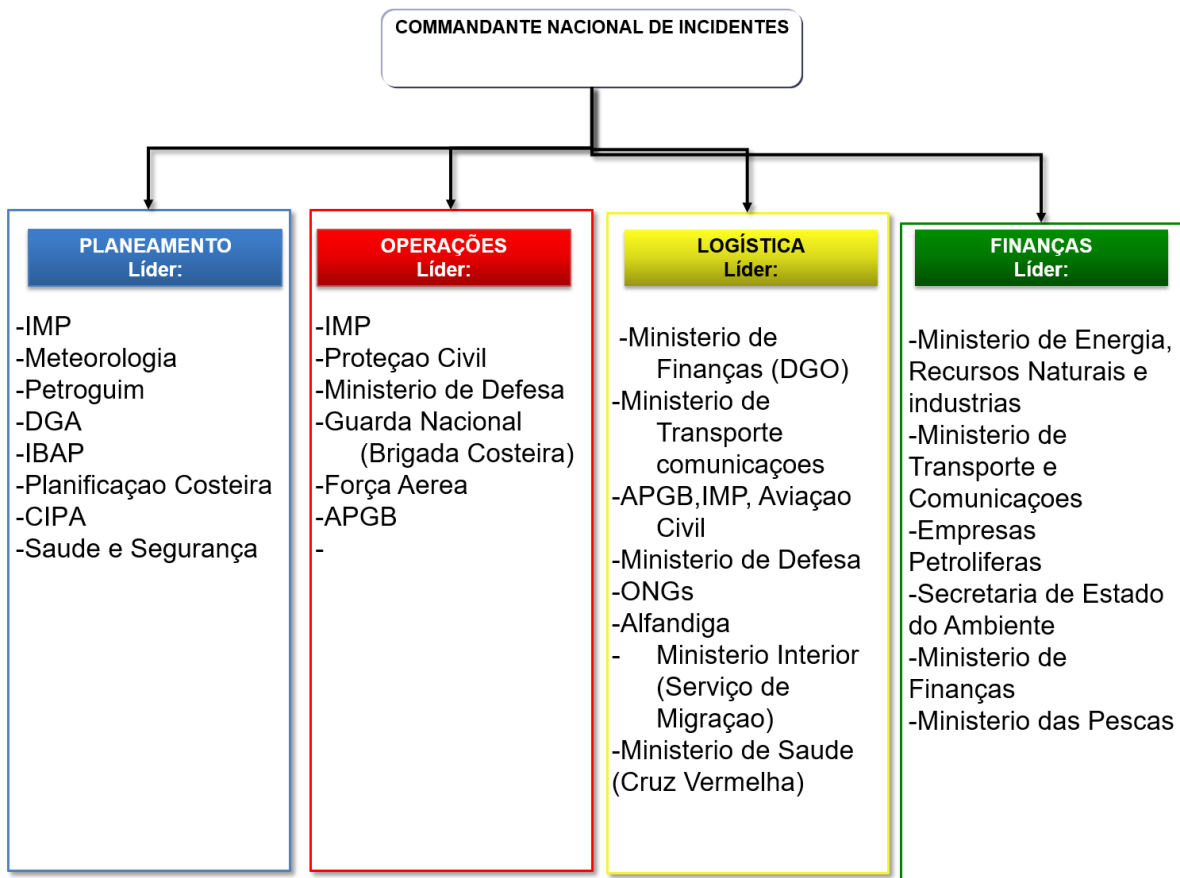


Figura 2: Organização da equipe de gerenciamento de incidentes



Funções e responsabilidades	Definir o papel das organismos membros da equipa de gerenciamento de crise	Plano Nacional de Contingencia / <b>Comite</b>	Assistencia
	Definir o papel das organismos membros da equipa de gerenciamento de incidentis	Plano Nacional de Contingencia / <b>Comite</b>	Assistencia

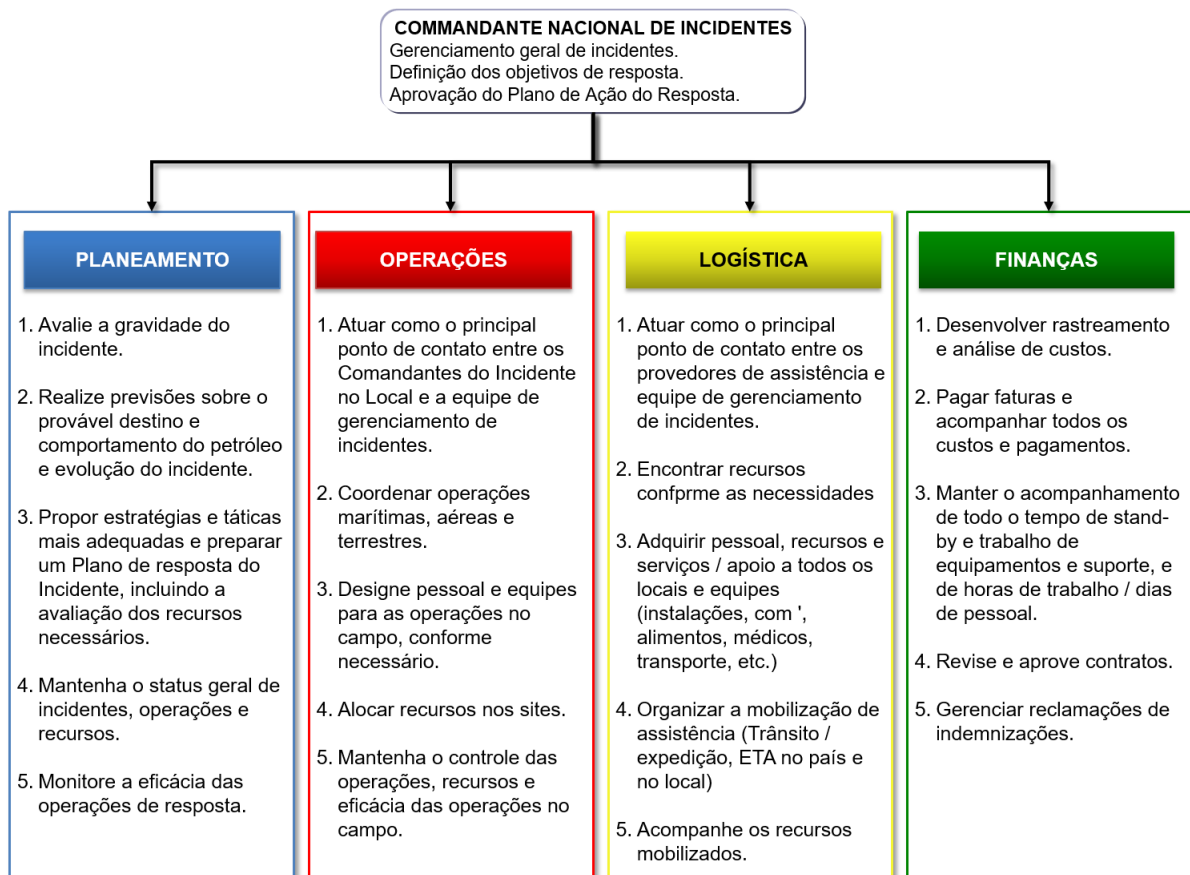


Figura 4: Funções e responsabilidades

### 8.2.3 Anexos do Plano Nacional de Contingência

**Nota:** Nota: esta lista é indicativa / a ser adaptada às necessidades que aparecem durante o desenvolvimento do plano.

<ul style="list-style-type: none"><li>• Formato do relatório inicial para notificação de derramamento de óleo</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Procedimento operacional para análise e despacho de alerta</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Procedimentos internacionais de notificação</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Lista de contatos úteis operacionais / dentro de Guine Bissau, públicos e privados</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Centro de Operações / localização, contatos, equipamentos e materiais no centro</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Relações públicas / procedimento para lidar com a imprensa, e outros meios de comunicação / guia para o comunicado de imprensa</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Recursos de resposta a derramamentos de óleo disponíveis localmente</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Fontes externas de equipamentos e pessoal especializado</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Fontes externas de consultoria especializada</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Dados sobre os hidrocarbonetos transportados na Guiné-Bissau e ao largo da costa (características - densidade, viscosidade, etc. - e ficha de dados de segurança)</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Dados meteo-oceanográficos (vento, correntes, marés, temperatura da água)</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Uso de dispersantes: mapa com áreas onde dispersantes são autorizados, lista de dispersantes aprovados.</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Mapeamento de áreas sensíveis (incluindo prioridades de proteção)</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Movimentos transfronteiriços de equipamentos e pessoal: procedimentos para alfândega e imigração</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Procedimentos financeiros para a movimentação de pessoal e equipamentos</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Linhas de orientação técnicas para luta no mar e em terra</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Manual de reclamações do fundo internacional de compensação da poluição por óleo</li></ul>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Ferramentas: Conversões de unidades, método de cálculo de movimentos de manchas, método de cálculo de quantidade de petróleo nas manchas</li></ul>

## **9 ANNEXES**

### **9.1 Annexe 1 – Programme de l'atelier**



GIWACAF

IPIECA

THE GLOBAL OIL AND GAS  
INDUSTRY ASSOCIATION  
FOR ENVIRONMENTAL  
AND SOCIAL ISSUES

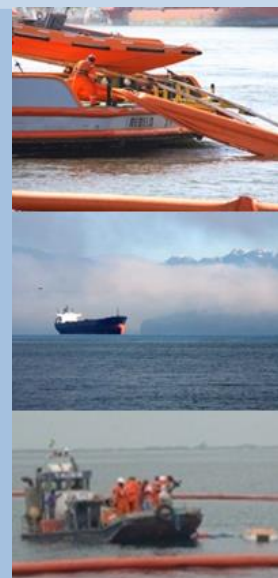
P  
R  
O  
G  
R  
A  
M  
M  
E

# Atelier national pour le développement d'un dispositif national de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures

Bissau, Guinée-Bissau

19-22 juin 2018

Global Initiative for Western, Central and Southern Africa





## Présentation du Projet GI WACAF

Lancée en 2006, l'Initiative Mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe (GI WACAF) est une coopération entre l'Organisation maritime internationale (OMI) et l'IIPECA, association mondiale d'études des questions environnementales et sociales du secteur pétrolier, pour renforcer la capacité des pays partenaires à se préparer et à lutter en matière de pollution par les hydrocarbures.

L'objectif du Projet GI WACAF est de développer et consolider les systèmes nationaux de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures de 22 pays d'Afrique occidentale, centrale et australe. Le Projet s'inscrit ainsi dans l'esprit des dispositions énoncées par la Convention Internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (Convention OPRC 90).

Pour remplir sa mission, le Projet GI WACAF met au point et organise des ateliers, séminaires et exercices dont l'objectif est de communiquer sur les bonnes pratiques existantes dans tous les aspects de la préparation et de la lutte, en s'appuyant sur l'expertise et l'expérience provenant des gouvernements, de l'industrie et d'autres organisations exerçant dans ce secteur spécialisé. Pour préparer et mettre en œuvre ces activités, le Projet s'appuie sur un réseau dédié de points focaux issus des autorités nationales compétentes et des bureaux locaux de l'industrie pétrolière. La promotion de la coopération entre les différentes agences gouvernementales concernées, l'industrie pétrolière et l'ensemble des parties prenantes à l'échelle nationale, régionale et internationale est une composante clé du Projet lors de ces activités.

Le Projet GI WACAF est soutenu et financé par l'OMI et 7 compagnies pétrolières membres de l'IIPECA, à savoir BP, Chevron, ExxonMobil, Eni, Shell, Total et Woodside. Plus d'information est disponible sur le [site web du Projet](#).



## **Dates et lieu**

L'atelier aura lieu à l'Instituto da Biodiversidade e das Áreas Protegidas (IBAP), en Guinée-Bissau, du mardi 19 au vendredi 22 juin 2018.

## **Objectifs de l'atelier**

L'objectif général de l'atelier est le développement d'un dispositif national de prévention, de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures et les substances dangereuses.

Les objectifs spécifiques sont :

1. La préparation de projets de textes (instrument d'adhésion, loi, décret, règlement, arrêté, circulaire etc.) visant à adhérer aux conventions internationales, transposer les principales dispositions de ces conventions dans l'ordre juridique interne et attribuer et définir clairement les responsabilités ;
2. L'élaboration d'un projet de plan national d'urgence pour lutter contre la pollution par les hydrocarbures et les substances dangereuses en cas d'accident

## **Contacts**

**M. Clément Chazot, IMO / IPIECA – Chef du Projet GI WACAF**

Tel: +44 23 80 33 15 51 / Portable : +44 79 20 23 46 39

E-mail : [clement.chazot@ipieca.org](mailto:clement.chazot@ipieca.org)

**M. Julien FAVIER, IMO / IPIECA - Coordonnateur du Projet GI WACAF**

Organisation Maritime Internationale

Tel: +44 20 7463 4110 / Portable : +44 77 68 96 69 47

Email : [jfavier@imo.org](mailto:jfavier@imo.org)

**M. Octávio CABRAL, Assistente Nacional do Programa GEM-CG/GCLME Ponto Focal da Convenção de Abidjan Ponto Focal GI WACAF**

Direcção Geral do Ambiente Secretaria de Estado do Ambiente e Desenvolvimento Durável Bissau, República da Guinée-Bissau

Tel: +245 673 22 89 / 528 86 76

Email : [octaviocabral88@gmail.com](mailto:octaviocabral88@gmail.com)

## **Consultants**



**M. Jean-Yves Huet – OTRA**

Tel : 00 33 6 16 86 46 50 / 00 27 82 800 73 06

E-Mail : [jyhuet@otra.onmicrosoft.com](mailto:jyhuet@otra.onmicrosoft.com)

Jour 1. Mardi 19 juin	
<b>08h30</b>	<b>Arrivée et enregistrement des participants</b>
	<b>Cérémonie d'ouverture</b>
09h00	<b>Cérémonie d'ouverture :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mr Chazot (GI WACAF - OMI/IPIECA)</li> <li>- Dr. Alfredo SIMÃO DA SILVA , Représentant de l'UCN</li> <li>- Ingénieur Quite DJATA, Secrétaire d'État à l'Environnement</li> </ul>
10h15	Pause-café et photo de groupe
	<b>Introduction de l'atelier</b>
10h45	<b>Vidéo de l'ITOPF:</b> introduction aux déversements d'hydrocarbures
11h15	<b>Introduction de l'atelier:</b> <i>Jean-Yves Huet, Consultant OMI/IPIECA et M. Clément Chazot, GI WACAF</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Présentation du Projet GI WACAF</li> <li>- Présentation des facilitateurs</li> <li>- Présentation des participants</li> <li>- Objectifs de l'atelier</li> <li>- Programme et méthode de travail</li> </ul>
11h35	<b>Présentation du contexte régional et initiative MAVA/IDDRI</b> <i>M. Julien Favier et M. Clément Chazot, GI WACAF</i>
12h00	Déjeuner
	<b>Contexte de la Guinée Bissau</b>
13h30	<b>Présentation de l'état d'avancement des travaux relatifs au dispositif national de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures en Guinée Bissau</b> <i>Point focal GI WACAF</i>
13h50	<b>Présentation des activités d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures et du gaz et risques associés en Guinée Bissau</b> <i>Représentant du ministère de l'énergie, industrie et ressources naturelles</i>

14h10	<b>Présentation des activités de transport dans l'espace maritime de Guinée-Bissau et risques associés</b> <i>Représentant du ministère des Transports et des Communications</i>
14h30	<b>Pause-café</b> <b>Début des travaux de groupe</b>
15h00	<b>Contexte de la Guinée Bissau et introduction à la problématique de l'atelier</b> <i>M. Julien Favier et M. Clément Chazot, GI WACAF</i> Revue et questionnement sur l'état d'avancement actuel du dispositif national de prévention, préparation à la lutte et de lutte contre la pollution du milieu marin par les hydrocarbures et autres substances nocives et potentiellement dangereuses en particulier provenant des activités offshore. <ul style="list-style-type: none"><li>- Conventions internationales, lois, décrets</li><li>- Projet de plan d'urgence</li><li>- Risques et sensibilités</li><li>- Moyens</li><li>- Coopération régionale, coopération avec l'industrie</li></ul>
16h00	<b>Fin du premier jour</b>

Jour 2. Mercredi 20 juin	
Accueil des participants	
09h00	<b>Session 1: Cadre juridique et institutionnel</b> <i>M. Julien Favier et M. Clément Chazot, GI WACAF</i> <ul style="list-style-type: none"><li>- Le cadre juridique et la transposition en droit interne des principales dispositions des conventions internationales<ul style="list-style-type: none"><li>o Le cadre juridique relevant des conventions internationales<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Adhésion</li><li>▪ Transposition en droit interne</li></ul></li><li>o Le cadre juridique national</li><li>o La coopération internationale/régionale/industrie</li></ul></li><li>- Le cadre institutionnel et la définition claire des attributions et des responsabilités<ul style="list-style-type: none"><li>o Prévention (sécurité, Sûreté)</li><li>o Préparation à la lutte</li><li>o Lutte</li></ul></li></ul>
10h30	Pause-café
11h00	<b>Session 1 (continuation)</b> <i>Tous les participants</i>
12h30	Déjeuner
14h00	<b>Session 1 (continuation)</b> <i>Tous les participants</i>
15h00	Pause-café
15h30	<b>Session 1 (continuation)</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- <i>Tous les participants</i></li></ul>
17h00	Fin du deuxième jour

Jour 3. Jeudi 21 juin	
	Accueil des participants
09h00	<b>Présentation des travaux de la session 1</b> <i>Tous les participants</i>
09h30	<b>Session 2 : Projet de Plan National d'Urgence et annexes</b> <i>Jean-Yves Huet, Consultant OMI/IPIECA</i> <ul style="list-style-type: none"><li>- Présentation théorique sur le PNIU</li><li>- Organisation du dispositif de lutte</li><li>- Evaluation des risques et inventaires des moyens</li><li>- Procédures</li><li>- Planification de l'intervention</li><li>- Dispositions financières</li><li>- Coopération internationale/industrie</li><li>- Formations et exercices</li></ul> Amendements
10h30	Pause-café
11h00	<b>Session 2 (continuation)</b> <i>Tous les participants</i>
12h30	Déjeuner
14h00	<b>Session 2 (continuation)</b> <i>Tous les participants</i>
15h00	Pause-café
15h30	<b>Session 2 (continuation)</b> <i>Tous les participants</i>
17h00	Fin du troisième jour

Jour 4. Vendredi 22 juin	
	<b>Accueil des participants</b>
09h00	<b>Session 2 (continuation)</b> <i>Tous les participants</i>
10h00	<b>Présentation des travaux de la session 2</b> <i>Tous les participants</i>
10h30	Pause-café
11h00	<b>Session plénière</b> <i>Tous les participants</i> <ul style="list-style-type: none"><li>- Consolidation des travaux</li><li>- Préparation du rapport et de ses annexes</li></ul> Définition d'une feuille de route
12h00	Déjeuner
	<b>Cérémonie de clôture</b>
13h30	<b>Adoption du rapport</b> <i>Tous les participants</i>
14h00	<b>Cérémonie de clôture</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Remarques de clôture du représentant OMI/IEPCA</li><li>- Discours du/des représentant(s) de la Guinée Bissau</li><li>- Remise des certificats et des clés USB</li></ul>
15h00	Fin de l'atelier et café de départ

## 9.2 Annexe 2 – Liste des participants



República da Guiné-Bissau  
SECRETARIA DE ESTADO DO AMBIENTE  
Direcção Geral do Ambiente

### ATELIER DE FORMAÇÃO PARA A ELABORAÇÃO DO PLANO NACIONAL DE INTERVENÇÃO DE URGÊNCIA DA GUINÉ-BISSAU (PNIU-GUINÉ-BISSAU)

Data 19 / 06 / 2018.

N.º	Nome Completo	Instituições	Email	Contacto	Assinatura
✓ 1.	Juvenal Coelho		Juvenalcoelho@gmail.com	955228021	
✓ 2.	Bealal Mandi		naibcentemandi21@gmail.com	95545528	
✓ 3.	házaq Barbosa		barbosa65@yahoo.com.br	955379334	
✓ 4.	Watsa Quade		watsa58@gmail.com	966657587	
✓ 5.	Amadú Tóme S. I.		amadutome@gmail.com	96613114	
6.	Souza MENEZ MMEIDA		Souza.m.m.m.de@gmail.com	966786007	
7.	Boal Ventura S. J.		boalventura@gmail.com	956177526	
✓ 8.	Edilson S. J. Camara		esucacama@gmail.com	955536644	
✓ 9.	Juana Máximo Vieira		juanamaximo@hotmail.fr	955919205	
✓ 10.	HERMENEGILDO ROBALO		hermenegildo@gmail.com	955562399	
✓ 11.	Duarte Bucal		duartebucal@gmail.com	95-5301780	
✓ 12.	LIBERTO BATISTA FERREIRA		liberto.ferreira@gmail.com	966720982	
✓ 13.	Leonildo Alves Cardoso		leonildoalvescardoso@hotmail.com	955351390	
✓ 14.	FURIA BAILOE MANE		furiabailoe@gmail.com	955559244	
✓ 15.	Abi Insali da Fonseca		abisafonseca@gmail.com	95-555-55-58	
✓ 16.	Julio M. L.		julio.m.l@gmail.com	95577129	
✓ 17.	Filipe Manuel Henriques		filipemanuelhenriques@gmail.com	95577129	
✓ 18.	Amidu Balde		amidubalde@gmail.com	966607292	
✓ 19.	Benvenuto Magaque		benvenuto@gmail.com	955109936	

Secretaria de Estado do Ambiente

Avenida dos Combatentes da Libertada da Pátria-Palácio de Governo

✓ 20.	Felismina J. Gomes		felisgomes@gmail.com	955926803	
✓ 21.	Fred Jesuado CABE		cabematech@gmail.com	955707877	
✓ 22.	Victorino Clute Ca'		clutevictorino@gmail.com	955910734	
✓ 23.	Mário de Nogueira M. Correia		mariodecorreia@gmail.com	955307479	
✓ 24.	Severiano Severiano Monteiro		severiano.severiano@gmail.com	95515494	
✓ 25.	Luís Oliveira Sampa		luisoliveira@gmail.com	955251779	
✓ 26.	Luís Sampa		luis.sampa@gmail.com	955321314	
✓ 27.	Fátima Maria do		fati.maria@gmail.com	955285824	
✓ 28.	Suleimane Kamara		suleimane@gmail.com	955379925	
✓ 29.	CARLOS DA SILVA		carlosda@gmail.com	966587393	
✓ 30.	Ismael Gomes Sani		ismaelgomes@gmail.com	955220131	
✓ 31.	Archianda Gama		archianda@gmail.com	955471614	
✓ 32.	Domingos Tafe		domingos.tafe@gmail.com	955164660	
✓ 33.	Idalberto Galina Balde		idalberto@gmail.com	955332065	
✓ 34.	Per Jesuado Cassamá		cassama@gmail.com	955386409	
✓ 35.	Roberto Bandeira		roberto.bandeira@gmail.com	966144448	
36.	Octávio Rebelo		octavio.rebelo@gmail.com	955288676	
37.					
38.					
39.					
40.					



### 9.3 Annexe 3 – Discours d'ouverture de la Secrétaire à l'Environnement



GOVERNODA

GUINÉ-BISSAU

SECRETARIA DE ESTADO DO AMBIENTE

*A Secretária de Estado*

DISCURSO DE SUA EXCELÊNCIA QUITE DJATA SECRETÁRIA DE ESTADO DO AMBIENTE  
NO ACTO DA ABERTURA DO ATELIER DE FORMAÇÃO PARA A ELABORAÇÃO DO  
PLANO NACIONAL DE INTERVENÇÃO DE URGÊNCIA DA GUINÉ-BISSAU (PNIU-GUINÉ-  
BISSAU)

Bissau, 19 de Junho de 2018

Estimado Senhor Dr. Justino BIAI, Diretor Geral do IBAP;

Distinto Senhor Dr. Michel CLÉMENT CHAZOT, Chefe do Projeto GIWACAF;

Prezado Senhor Dr. Alfredo Simão da Silva, Chefe de Missão da UICN na Guiné-Bissau,

Senhores Participantes,

Que nos seja permitido, em nome do Governo, usar da palavra nesta cerimónia oficial de abertura do ATELIER DE FORMAÇÃO PARA ELABORAÇÃO DO PLANO NACIONAL DE INTERVENÇÃO DE URGÊNCIA DA GUINÉ-BISSAU no âmbito da Convenção Internacional sobre a prevenção, actuação e cooperação no combate a poluição por hidrocarbonetos (PNIU-GUINÉ-BISSAU).

Antes, porém, gostaríamos aludir ao engajamento dos nossos parceiros (GIWACAF, IMO, IPIECA...) e de representantes das diferentes instituições concernentes aqui presentes, testemunhando, por um lado, a enorme importância no que se refere ao engajamento total do compromisso e, por outro, e demonstra claramente o empenho da GIWACAF e dos parceiros no âmbito de implementação das ações de cooperação, sobretudo, no que respeita a preparação e combate à poluição marinha de origem dos hidrocarbonetos, permitindo assim a conservação e a valorização dos recursos costeiros e marinhos.

### **Minhas Senhoras e meus Senhores!**

Permitam-nos lembrar que esta é a terceira vez que a GIWACAF nos apoia no âmbito da capacitação dos nossos técnicos no sentido de pôr na prática toda a nossa valência em matéria de planificação e de combate contra a poluição marinha e, não só, mas, também, na elaboração de um instrumento capaz e assente na nossa realidade para fazer face ao derrame petrolífero.

É importante reconhecer profundamente os resultados das duas sessões de formação que a Guiné-Bissau teve contando com o apoio da GIWACAF e parceiros e dos quais demos passos significativos que permitiram a confiança dos financiadores em nos apoiar nesta fase do Projeto de Elaboração do Plano Nacional de Intervenção de Urgência da Guiné-Bissau.

Entretanto, apelamos a todos os participantes de diferentes instituições concernentes de participar activamente neste Terceiro Atelier de Formação, aproveitando de melhor forma os ensinamentos que serão administrados pelos Consultores internacionais, de maneira a servir de elementos básicos no exercício da elaboração do nosso Plano que todos nós almejamos.

### **Minhas Senhoras e meus Senhores!**

A Guiné-Bissau é um país costeiro com várias reentrâncias o que lhe torna mais exigente nas ações ligadas à pesquisa e exploração petrolífera e demais outras formas de exploração de recursos.

De salientar que o nosso País faz parte das três Correntes (Canárias, Golfo da Guiné e Benguela) e a região na qual estamos inseridos é considerada como um das mais produtivas do mundo.

A sua riqueza reside fundamentalmente nos recursos pesqueiros, reservas de petróleo, gases, minerais preciosos, turismo e com uma rica diversidade biológica marinha e costeira.

Em termos de assentamentos demográficos, a região banhada por estas três correntes alberga mais de 300 milhões de habitantes, cujas vidas e o bem-estar dependem diretamente dos recursos existentes nas zonas costeiras e marinhas.

Assim sendo, é imprescindível empenharmo-nos na luta pela conservação e combate às diferentes formas de poluição marinha e costeira.

### **Caros Participantes!**

Este acto solene de abertura do atelier de formação para elaboração do PNIU-Guiné-Bissau é um marco histórico na medida em que permitira a apropriação dos conhecimentos técnicos e científicos e culminara na elaboração propriamente dita do Plano Nacional de Intervenção de Urgência da Guiné-Bissau.

O processo que acompanhamos terminará, de certeza, com a validação de um documento final (Plano Nacional de Intervenção de Urgência da Guiné-Bissau), que, em princípio, deverá ter lugar, daqui há três anos, de acordo com os objetivos traçados.

No entanto, a missão exige de nós uma responsabilidade enorme e para tal, devemos trabalhar afincadamente de forma a proporcionar apresentação de um Plano conciso e com todos requisitos elegíveis e aceitáveis tecnicamente.

Meus Senhores,

A Guiné-Bissau, Sendo um país costeiro, rico em biodiversidade e recursos naturais e com mais de 75% da sua população a viver e depender directamente da exploração dos recursos ela não poderia ficar indiferente neste processo.

Portanto, o Plano deve ser um documento consensual de política que identifica as reformas administrativas, legislativas e institucionais, assim como os investimentos necessários para a resolução dos problemas de eventual poluição marinha e costeira.

### **Minhas Senhoras e Meus Senhores!**

Será imperdoável se não tivéssemos terminados este discurso sem agradecer mais uma vez os parceiros (IMO, GIWACAF, IPIECA, MAVVA e outros) apesar da situação interna vigente e pelo apoio dado para que este Atelier tenha lugar

para a Guiné-Bissau consiga satisfazer os requisitos e as exigências decorrentes desta temática.

**Permitam-nos, caros presentes declarar aberto o ATELIER DE FORMAÇÃO PARA ELABORAÇÃO DO PLANO NACIONAL DE INTERVENÇÃO DA URGÊNCIA DA GUINÉ-BISSAU (PNIU-Guiné-Bissau).**

**Muito Obrigada!**

#### **9.4 Annexe 4 – Discours d'ouverture du chef de projet GI WACAF**

##### **Allocution de bienvenue GI WACAF**

Clément Chazot, Chef de projet GI WACAF

##### **Atelier national pour le développement d'un dispositif national de prévention, de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures**

19 -22 juin 2018, Bissau, Guinée Bissau

---

Ingénieur Quite DJATA, Secrétaire d'État à l'Environnement

Dr. Alfredo SIMÃO DA SILVA, Représentant de l'UICN

Dr. Justino Biai, Directeur général de l'IBAP,

Mesdames et Messieurs les Délégués représentant les différentes institutions nationales,

Mesdames et Messieurs les participants,

C'est pour moi un privilège de prendre la parole à l'ouverture de cet atelier pour le développement d'un dispositif national de prévention, de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures.

Je tiens tout d'abord à remercier les autorités de la Guinée Bissau d'avoir accepté d'organiser cet important atelier, et notamment la Direction générale de l'environnement, ainsi que M. Octavio Cabral, Point Focal GI WACAF, qui n'a ménagé aucun effort pour la mise en place de cette activité. Cette importante réunion bénéficie de l'appui technique et financier de l'Organisation Maritime Internationale, l'OMI, et de l'industrie pétrolière à travers l'APIECA, l'association mondiale d'études des questions environnementales et sociales du secteur pétrolier. Cet appui se fait dans le cadre de l'Initiative mondiale pour l'Afrique occidentale, centrale et australe, le projet GI WACAF.

Le projet GI WACAF a été établi en 2006 et vise à renforcer la capacité des pays à se préparer et à lutter contre les déversements d'hydrocarbures en mer par la promotion de la coopération entre le secteur public et privé. Aujourd'hui, il recouvre 22 pays de l'Afrique occidentale, Centrale et Australe.

Depuis son instauration, des progrès significatifs ont été constatés dans l'amélioration des capacités de lutte contre les déversements grâce aux actions de sensibilisation et de formation menées à l'échelle nationale et régionale. Le présent atelier est d'ailleurs la troisième effort conjoint entrepris entre les autorités de Guinée Bissau et le projet GI WACAF, après ceux de 2012 et 2014.

Le sujet qui nous rassemble cette semaine, à savoir le développement d'un système national de préparation à la lutte contre la pollution, passe notamment par la définition d'un cadre légal et institutionnel d'une part, et l'élaboration d'un plan national d'urgence d'autre part.

La définition du cadre légal et institutionnel relatif à la prévention de la pollution et la préparation à la lutte contre la pollution par les hydrocarbures dans le milieu marin nécessite de prendre en considération les Conventions de l'OMI, et notamment la Convention internationale de 90 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (Convention OPRC 90). Cette dernière contient des dispositions clés qui guideront notre travail au cours de la semaine pour mettre en place une solide base nationale sur laquelle s'appuieront la coopération et l'assistance internationale en cas de déversement par hydrocarbures. Notre travail mettra ainsi en évidence l'importance de sa ratification -par la Guinée Bissau. D'autres conventions méritent également d'être ratifiées dès que possible, comme par exemple les conventions relatives à la responsabilité et l'indemnisation.

Concernant le plan d'urgence national contre les déversements d'hydrocarbures, il sera nécessaire d'en poser les bases en tenant compte des discussions relatives à l'attribution des responsabilités ainsi que du contexte national de la Guinée Bissau. Ledit plan est un élément crucial du système national, et est un des facteurs qui contribuera à obtenir une réponse opportune, efficace et coordonnée en cas de déversement majeur d'hydrocarbures.

Notre expert, Monsieur Jean-Yves Huet, consultant OMI/IPIECA, a une grande connaissance du sujet et une expérience de longue date, qu'il partagera tout au long de notre atelier. Nous vous encourageons vivement à échanger et poser des questions durant ces quatre jours. A cet égard, il convient de souligner l'importance de la contribution des acteurs nationaux présents au regard de leur responsabilité dans le système national de préparation à la lutte et de lutte.

Cet atelier nous permettra, nous en sommes persuadés, d'obtenir des résultats concrets et de progresser d'autant plus dans le développement de ce système national pour la Guinée Bissau. Nos efforts permettront d'établir des fondations solides, sur lesquelles de futures initiatives pourront s'appuyer. Notamment, le projet MAVVA/Iddri, auquel les autorités de Guinée Bissau et le projet GI WACAF sont parties prenantes, entreprendra de nouvelles actions conjointes en vue du renforcement du système national de la Guinée Bissau.

Je tiens à réitérer mes remerciements aux autorités de la Guinée Bissau, en particulier la Direction générale de l'environnement, pour l'organisation de cet atelier, qui reflète les efforts déployés pour améliorer la disposition du pays à lutter contre de tels incidents. Le projet GI WACAF poursuit sa collaboration et maintient son soutien aux autorités de la Guinée Bissau.

C'est par ces mots que je voudrais conclure, Mesdames et Messieurs, mais non sans avoir réitéré à tous, mes vœux les plus chaleureux de succès dans les travaux de ces 4 jours. Je vous remercie de votre aimable attention.

## 9.5 Annexe 5 – Questionnaire d'évaluation



### QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION

Atelier National  
Bissau, Guinée-Bissau, 19-22 juin 2018

#### Dispositions avant l'activité

- 1 Avez-vous reçu l'invitation en temps utile ? Oui  Non
- 2 Avez-vous reçu les renseignements ci-après sur la réunion avant votre participation à celle-ci ?
- objectif et portée Oui  Non
  - domaines et programme couverts Oui  Non
- 3 Les instructions concernant les aspects suivants étaient-elles claires et faciles à comprendre ?
- profil requis du participant Oui  Non
  - formulaire de candidature à remplir et à remettre Oui  Non
- 4 Avez-vous reçu des renseignements d'ordre logistique sur :
- le lieu Oui  Non
  - le voyage Oui  Non  s.o.
  - le per diem Oui  Non  s.o.
  - le logement Oui  Non  s.o.
- 5 Vous a-t-on confié une tâche en prévision de la réunion, dans l'affirmative, était-elle utile ? Oui  Non  s.o.

#### Pendant l'activité

- 6 La durée de la réunion était-elle (*cocher la case appropriée*)  
1) trop longue  2) adéquate  3) trop courte   
pour couvrir entièrement les thèmes retenus ?

- 7 Veuillez évaluer la réunion en fonction des aspects suivants (*cocher une case par rubrique*)

	excellent	bon	satisfaisant	médiocre
Lieu	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Installations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Équipement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

8 Que pensez-vous des aspects ci-après de la documentation fournie (*cocher une case par rubrique*)

	excellent	bon	satisfaisant	médiocre
Présentation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Clarté	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Contenu technique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Couverture des sujets	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Exhaustivité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

9 Que pensez-vous des aspects ci-après des présentations (*cocher une case par rubrique*)

	excellent	bon	satisfaisant	médiocre
Conception et structure	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Clarté	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Contenu technique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Couverture des sujets	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

10 Que pensez-vous de l'utilisation des éléments ci-après :

	excellent	bon	satisfaisant	médiocre	
Matériel didactique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Documents de référence de l'OMI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Autres ressources	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Activités pratiques ou de groupe	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	s.o.

### À la fin de l'activité

11 Veuillez évaluer la performance de chaque conférencier en fonction des éléments suivants (*veuillez cocher une case par rubrique*)

Nom du conférencier	excellent	bon	satisfaisant	médiocre
.1 <b>Jean-Yves Huet</b>				
contenu de l'exposé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
présentation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
capacité de transfert des connaissances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
efficacité avec laquelle le conférencier :				
• a répondu aux questions	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• a proposé des solutions aux problèmes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

12 Veuillez indiquer les sujets qui étaient les plus intéressants et les plus pertinents pour vous ?

---



---

13 Faudrait-il ajouter d'autres sujets ? Oui  Non

Dans l'affirmative, lesquels :

---



---

- 14 Estimez-vous que la réunion a atteint son objectif ? Oui  Non
- 15 Pensez-vous utiliser les connaissances que vous avez acquises sur votre lieu de travail ? Oui  Non
- 16 Avez-vous la possibilité de transmettre les connaissances que vous avez acquises à vos collègues sur votre lieu de travail ? Oui  Non

**Observations :**

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

Nous vous remercions d'avoir pris le temps de remplir ce questionnaire d'évaluation. Les données que vous nous avez fournies sont importantes et aideront le Projet GI WACAF à déterminer le succès et l'impact de l'activité.



## 9.6 Annexe 6 – Photos



